



PRÉFET DU CANTAL

# SCHÉMA DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE DU CANTAL

**pris en application de l'article L.5210-1-1  
du code général des collectivités territoriales**

**30 mars 2016**

# SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| PARTIE 1: Dispositions générales relatives au schéma départemental de coopération intercommunale.....   | 3  |
| I. Le contenu du schéma départemental de coopération intercommunale est défini par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe)..... | 3  |
| II. L'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale résulte d'une large consultation.....   | 5  |
| III. La phase de mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale interviendra dès sa publication (article 35 et 40 de la loi NOTRe).....                          | 6  |
| A. Les arrêtés de projet de périmètres.....   | 6  |
| B. La consultation des collectivités et des syndicats concernés sur les arrêtés de projet de périmètre.....   | 6  |
| PARTIE 2: État des lieux de l'intercommunalité dans le Cantal.....  | 8  |
| I. Les bassins de vie dans le Cantal.....   | 8  |
| A. Arrondissement d'Aurillac.....   | 8  |
| B. Arrondissement de Saint-Flour.....   | 9  |
| C. Arrondissement de Mauriac.....   | 9  |
| II. La réalisation des prescriptions du SDCI du 26 décembre 2011.....   | 10 |
| A. L'intégration des communes isolées.....  | 10 |
| B. La fin des discontinuités territoriales.....   | 10 |
| C. Les dissolutions de syndicats.....   | 10 |
| III. L'intercommunalité dans le Cantal au 1er janvier 2015 (cf. carte en annexe 2).....   | 11 |
| A. Les EPCI à fiscalité propre.....   | 11 |
| B. Les syndicats mixtes et les syndicats intercommunaux.....  | 12 |
| PARTIE 3: Le SDCI, une opportunité pour le Cantal.....  | 13 |
| PARTIE 4: Propositions de fusion des EPCI à fiscalité propre dans le Cantal.....  | 14 |
| I. Arrondissement d'Aurillac.....   | 15 |
| A. Fusion n°1.....  | 15 |
| B. Fusion n°2.....  | 15 |
| II. Arrondissement de Saint-Flour.....  | 16 |
| A. Fusion n°1.....  | 16 |
| B. Fusion n°2.....  | 16 |
| III. Arrondissement de Mauriac.....   | 17 |
| A. Fusion n°1.....  | 17 |
| B. Fusion n°2.....  | 17 |
| PARTIE 5: PROJET de SDCI - les syndicats.....   | 18 |
| I. Les substitutions de plein droit.....  | 18 |
| A. Le syndicat mixte d'élimination des ordures ménagères de la région de Mauriac-Pleaux-Salers (dit SIETOM de Drugeac).....   | 19 |
| B. Le syndicat mixte pour l'exploitation touristique du tronçon de voie ferrée de Lugarde à Neussargues.....  | 19 |
| PARTIE 6: Le SDCI adopté lors de la CDCI du 07 mars 2016.....   | 20 |
| I. Les amendements proposés.....  | 20 |
| II. Le vote des amendements.....  | 21 |
| III. Le SDCI définitif.....   | 22 |
| A. La fusion des EPCI à fiscalité propre.....   | 22 |
| B. Les syndicats impactés par le SDCI définitif.....  | 24 |
| Le syndicat mixte d'élimination des ordures ménagères de la région de Mauriac-Pleaux-Salers (dit SIETOM de Drugeac).....  | 24 |
| Le syndicat mixte pour l'exploitation touristique du tronçon de voie ferrée de Lugarde à Neussargues.....   | 24 |
| PARTIE 7: Annexes.....  | 25 |

# PARTIE 1: Dispositions générales relatives au schéma départemental de coopération intercommunale

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) constitue l'un des volets de la réforme territoriale débutée en 2010 avec la loi de réforme des collectivités territoriales (RCT) du 16 décembre 2010. Cette dernière avait abouti à l'élaboration des premiers schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI), adoptés fin 2011. Les dispositions de la loi NOTRe précisent et renforcent les orientations de ces documents ; elle rend également nécessaire leur révision et définit pour ce faire de nouvelles modalités d'élaboration et d'approbation.

## **I. Le contenu du schéma départemental de coopération intercommunale est défini par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe)**

La loi NOTRe du 7 août 2015 prévoit, dans son article 33, devenu l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'établissement d'un schéma départemental de coopération intercommunale :

*« I. Dans chaque département, il est établi, au vu d'une évaluation de la cohérence des périmètres et d'un état des lieux de la répartition des compétences des groupements existants et de leur exercice, un schéma départemental de coopération intercommunale prévoyant une couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales.*

*II. Ce schéma prévoit également les modalités de rationalisation des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes existants.*

*Il peut proposer la création, la transformation ou la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, ainsi que la modification de leurs périmètres. Il ne peut cependant pas prévoir de créer plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui seraient entièrement inclus dans le périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre existant.*

*Il peut également proposer la suppression, la transformation, ainsi que la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes.*

*Ces propositions sont reportées sur une carte annexée au schéma comprenant notamment les périmètres des établissements public de coopération intercommunale, des syndicats mixtes, des schémas de cohérence territoriale et des parcs naturels régionaux.*

### **III. Le schéma prend en compte les orientations suivantes :**

*1° La constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre :*

*a) Dont la densité démographique est inférieure à la moitié de la densité nationale, au sein d'un département dont la densité démographique est inférieure à la densité nationale ; le seuil démographique applicable est alors déterminé en pondérant le nombre de 15 000 habitants par le rapport entre la densité démographique du département auquel appartiennent la majorité des communes du périmètre et la densité nationale ;*

*b) Dont la densité démographique est inférieure à 30 % de la densité nationale ;*

c) *Comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ou regroupant toutes les communes composant un territoire insulaire ;*

d) *Ou incluant la totalité d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 12 000 habitants issu d'une fusion intervenue entre le 1er janvier 2012 et la date de publication de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;*

*Pour l'application du présent 1°, la population à prendre en compte est la population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, la densité nationale est déterminée en divisant la somme des populations municipales des départements de métropole et d'outre-mer et des collectivités territoriales exerçant les compétences départementales par la somme des superficies de ces mêmes départements et collectivités territoriales, et la densité démographique d'un département, d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d'un projet de périmètre d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est déterminée en divisant la somme des populations municipales authentifiées des communes qui le composent par la somme des superficies de ces communes.*

*2° La cohérence spatiale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au regard notamment du périmètre des unités urbaines au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des bassins de vie et des schémas de cohérence territoriale ;*

*3° L'accroissement de la solidarité financière et de la solidarité territoriale ;*

*4° La réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes, en particulier par la suppression des doubles emplois entre des établissements publics de coopération intercommunale ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes ;*

*5° Le transfert des compétences exercées par les syndicats de communes ou les syndicats mixtes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un autre syndicat exerçant les mêmes compétences conformément aux objectifs de rationalisation des périmètres des groupements existants et de renforcement de la solidarité territoriale ;*

*6° La rationalisation des structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes du développement durable ;*

*7° L'approfondissement de la coopération au sein des périmètres des pôles métropolitains et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux constitués en application des articles L. 5741-1 et L. 5741-4 ;*

*8° Les délibérations portant création de communes nouvelles.*

*IV. Un projet de schéma est élaboré par le représentant de l'État dans le département. Il est présenté à la commission départementale de la coopération intercommunale.*

*Il est adressé pour avis aux conseils municipaux des communes et aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés par les propositions de modification de la situation existante en matière de coopération intercommunale. Ils se prononcent dans un délai de deux mois à compter de la notification. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.*

*Lorsqu'une proposition intéresse des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes appartenant à des départements différents, le représentant de l'État dans le département saisit pour avis le représentant de l'État dans le ou les autres départements concernés, qui se prononce dans un délai de deux mois après consultation de la commission départementale de la coopération intercommunale. À défaut d'avis rendu dans ce délai, l'avis est réputé favorable.*

*Le projet de schéma, ainsi que l'ensemble des avis mentionnés aux deux alinéas précédents, sont ensuite transmis pour avis à la commission départementale de la coopération intercommunale qui, à compter de*

*cette transmission, dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable. Les propositions de modification du projet de schéma conformes aux I à III adoptées par la commission départementale de la coopération intercommunale à la majorité des deux tiers de ses membres sont intégrées dans le projet de schéma.*

*Le schéma est arrêté par décision du représentant de l'État dans le département et fait l'objet d'une insertion dans au moins une publication locale diffusée dans le département.*

*Le schéma ainsi élaboré est révisé selon la même procédure tous les six ans.».*

Le schéma départemental de coopération intercommunale constitue le cadre de référence pérenne de l'intercommunalité dans le département pour l'avenir. Il a plusieurs objectifs :

- **rationaliser les périmètres des EPCI** à fiscalité propre existants ;
- **élargir les compétences des EPCI à fiscalité propre** ;
- **renforcer la solidarité financière et territoriale** ;
- **simplifier l'organisation territoriale** par la réduction du nombre de syndicats intercommunaux ou mixtes et notamment la suppression des syndicats devenus obsolètes.

La totalité du territoire du Cantal est classée en zone de montagne, au sens de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, la démarche prospective de rationalisation des périmètres du schéma présenté tient donc compte des orientations suivantes :

- la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- la définition de territoires pertinents. Ils sont appréhendés, notamment, à partir des bassins de vie présentant une véritable cohésion géographique et exerçant des compétences de manière effective. De tels bassins de vie peuvent être définis à partir de la notion d'unité urbaine au sens de l'INSEE<sup>1</sup> et des schémas de cohérence territoriale, sans cependant que de tels périmètres constituent une référence obligatoire ;
- la réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes au regard de leur activité effective, du nombre de compétences transférées rapporté à leur mise en œuvre effective, et d'une cohérence accrue de leurs périmètres .

## **II. L'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale résulte d'une large consultation**

Le schéma départemental de coopération intercommunale a fait l'objet d'une large concertation, avant sa présentation à la commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI) du 28 septembre 2015. Les rencontres entre le préfet et les élus ont permis de recenser les projets et de recueillir les avis sur différents scénarii d'évolution alors étudiés.

Comme en dispose la loi NOTRe, le projet de schéma départemental de coopération intercommunale est d'abord présenté à la CDCI.

Il est ensuite adressé, pour avis, aux conseils municipaux des communes et aux organes délibérants des EPCI et des syndicats mixtes concernés par les propositions de modification de la situation existante en matière de coopération intercommunale, dont la liste figure en annexe. Ils doivent se prononcer dans un délai de deux mois à compter de la notification. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

---

<sup>1</sup> La notion d'unité urbaine définie par l'INSEE repose sur la continuité de l'habitat : est considérée comme telle un ensemble d'une ou plusieurs communes présentant une continuité du tissu bâti (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) et comptant au moins 2 000 habitants. La condition est que chaque commune de l'unité urbaine possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Lorsqu'une proposition intéresse des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes appartenant à des départements différents, le préfet de département saisit pour avis le préfet de département du ou des départements concernés, qui se prononce dans un délai de deux mois après consultation de la CDCI. À défaut d'avis rendu dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le projet de schéma, accompagné de l'ensemble des avis sollicités (ceux des conseils municipaux et organes délibérants des EPCI et syndicats mixtes concernés et ceux des préfets des autres départements éventuellement consultés), est alors transmis, pour avis, à la CDCI, qui, à compter de cette transmission, dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable.

Les propositions de modifications du projet de schéma présentées sous la forme d'amendements et adoptées par la CDCI à la majorité des deux tiers de ses membres en exercice, sont intégrées dans le projet de schéma, à condition qu'elles soient conformes au nouvel article L 5210-1-1 du CGCT.

Le schéma est arrêté, avant le 31 mars 2016, par décision du préfet de département et fait l'objet d'une insertion dans au moins une publication locale diffusée dans le département.

### **III. La phase de mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale interviendra dès sa publication (article 35 et 40 de la loi NOTRe)**

La phase de mise en œuvre du SDCI débute dès la publication du schéma arrêté avant le 31 mars 2016 et s'achève avant le 31 décembre 2016, dans les conditions prévues aux articles 35 et 40 de la loi NOTRe

La procédure de mise en œuvre du SDCI s'agissant des EPCI à fiscalité propre et des syndicats s'inscrit dans le respect des obligations, des objectifs et des orientations prévus à l'article L.5210-1-1 du CGCT. Elle se déroule en 4 étapes :

#### **A. Les arrêtés de projet de périmètres**

Pour chacun des projets de création, fusion ou modification de périmètre d'EPCI à fiscalité propre ainsi que de dissolution, fusion ou modification de périmètre de syndicat, le préfet doit prendre un arrêté de projet de périmètre au plus tard le 15 juin 2016.

#### **B. La consultation des collectivités et des syndicats concernés sur les arrêtés de projet de périmètre**

Le préfet notifie les arrêtés de projets de périmètre aux collectivités et EPCI concernés qui disposent d'un délai de 75 jours à compter de cette notification pour donner leur avis sur ces projets de périmètre. À défaut de délibération dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

Le projet de périmètre doit recueillir l'accord de la moitié au moins des conseils municipaux des communes concernées ou des organes délibérants des membres du syndicat représentant au moins la moitié de la population totale intéressée avec la nécessité de recueillir l'avis favorable de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À l'issue de la consultation des collectivités et EPCI concernés, si les conditions de majorité requises ne sont pas réunies, la procédure exceptionnelle suivante s'applique.

Le préfet saisit la CDCI qui dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour rendre son avis et, éventuellement, modifier le projet par amendement adopté à la majorité des deux tiers de ses membres en exercice.

Il convient de distinguer deux hypothèses :

– lorsque le projet de périmètre est conforme aux mesures inscrites au SDCI arrêté, le préfet peut le mettre en œuvre, y compris en cas d'avis défavorable de la CDCI

– en revanche, si le projet de périmètre diffère des mesures inscrites au schéma, le préfet doit recueillir un avis favorable de la CDCI pour le mettre en œuvre.

Les arrêtés définitifs de périmètre doivent être pris avant le 31 décembre 2016.

La date de prise d'effet des arrêtés est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Aucune dérogation ni aucun report de cette date de prise d'effet ne pourront être fixés dans les arrêtés préfectoraux.

## PARTIE 2: État des lieux de l'intercommunalité dans le Cantal

### I. Les bassins de vie dans le Cantal<sup>2</sup>

Le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. On délimite ses contours en plusieurs étapes. On définit tout d'abord un pôle de services comme une commune ou unité urbaine disposant d'au moins 16 des 31 équipements intermédiaires, par exemple dans les services aux particuliers, commerce, enseignement, santé-social, transports, sports, loisirs et culture.

Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route à heure creuse.

Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, on détermine la commune la plus proche proposant cet équipement. Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité sont pris en compte.

#### A. Arrondissement d'Aurillac

Les bassins de vie d'Aurillac et de Maurs structurent le territoire d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie cantalienne.

Avec 82 620 habitants en 2012 et 37 286 actifs, ce territoire s'articule autour de l'agglomération aurillacoise, chef-lieu du département, et du bassin de vie de Maurs.

L'agglomération d'Aurillac, où se concentre 45% de la population, constitue le poumon démographique et économique du territoire du bassin d'Aurillac.

Parmi les pôles de services de proximité élargie, ceux de Jussac au nord du bassin et de Saint-Mamet-la-Salvetat au sud disposent déjà de certains commerces et services de la gamme intermédiaire courante.

Le potentiel du bassin d'Aurillac repose sur les capacités à satisfaire les attentes des nouveaux habitants comme celles des résidents, aussi bien en termes de cadre de vie (logement, commerce, services), que d'environnement économique.

La problématique du vieillissement et de la perte d'autonomie qui l'accompagne deviendra un enjeu territorial de plus en plus important. En 2012, 15,8 % des habitants de l'arrondissement d'Aurillac avaient entre 60 et 74 ans et 13 % plus de 75 ans.

Le maintien de la capacité productive de l'arrondissement qui concentre la moitié des emplois du Cantal nécessitera de nouveaux apports de population pour renouveler sa force de travail, et la formation professionnelle devra adapter le niveau de qualification pour garder la capacité à innover et maintenir une certaine compétitivité.

La « silver économie » liée aux personnes âgées, pourrait dégager, au vu du vieillissement de la population de ce bassin de vie, des perspectives d'emploi conséquentes.

Si le tissu industriel est moins développé que dans d'autres zones économiques d'Auvergne, il est néanmoins compétitif. Enfin, le bassin d'Aurillac dispose d'un autre atout à fort taux de développement : le tourisme.

Le bassin de vie de Maurs, excentré à la pointe sud du périmètre, proche de Figeac, présente une relative autonomie mais demeure axé vers les bassins d'emplois de Bagnac, Figeac et Decazeville.

---

<sup>2</sup> Ces éléments sont notamment issus des études de l'INSEE

Traversant du Nord au Sud la Châtaigneraie cantalienne, le bassin de vie de Maurs regroupe aussi les anciens cantons de Montsalvy, du Rouget et de Saint-Mamet.

Autre point concernant le bassin de vie de l'arrondissement d'Aurillac : conformément aux dispositions de la loi ALUR, le périmètre du SCOT sur les 6 EPCI d'Aurillac a été défini par arrêté préfectoral du 28 mars 2013. Le diagnostic du SCOT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie a été validé au cours de l'année 2014 et la rédaction du PADD a été engagée au début de l'année 2015 par le syndicat mixte du SCOT du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie.

## B. Arrondissement de Saint-Flour

Les bassins de vie de Murat, Massiac et Saint-Flour sont géographiquement étendus, signe de l'importance de ces 3 pôles.

Relayant ces bassins de vie, les petits pôles de proximité de Saint-Saturnin, Marcenat, La Chapelle-Laurent, Saint-Urcize, Neuvéglise, Ruynes-en-Margeride, Loubaresse ou Faverolles occupent une position stratégique à conforter.

L'agriculture demeure le secteur d'activité prépondérant, qui occupe encore largement l'espace et les hommes. Elle est à la base d'un tissu industriel spécialisé dans l'agroalimentaire. Malgré la baisse du nombre des exploitations, l'orientation agro-alimentaire, axée sur la production agricole et sa transformation, caractérise fortement le territoire. Dans les secteurs de Chaudes-Aigues et Condat, la sphère agricole représente près de la moitié des emplois.

L'économie résidentielle, qui regroupe les secteurs destinés à satisfaire les besoins des populations locales, est devenue la sphère d'activité dominante.

L'arrondissement de Saint-Flour se caractérise ainsi par une faible présence de la sphère industrielle. La part des emplois dans ce secteur d'activité est inférieure de moitié à celle des territoires ruraux métropolitains dépendant des bourgs ou petites villes.

Les stations de ski de Super-Lioran et celle de Saint-Urcize, les zones nordiques du Cantal-Haute-Planèze, du Cézallier cantalien, du Sud du Plomb du Cantal, du Haut-Cantal et celle des Monts d'Aubrac, les plans d'eau de Garabit-Grandval, de Lanau et de Sarrans (pour partie), l'établissement thermal de Chaudes-Aigues, constituent un environnement remarquable et préservé.

Les bassins de vie de Saint-Flour, Murat et Massiac bénéficient d'une desserte routière et autoroutière suffisante, vers le Sud (A.75), l'Ouest (A.89 – Clermont – Bordeaux), vers le Nord (Paris – Clermont – Saint-Flour) et à l'Est du département (A. 89 – Clermont – Lyon).

## C. Arrondissement de Mauriac

La partie nord-ouest du Cantal bénéficie d'un réseau assez dense de pôles de services.

Ainsi, les bassins de vie de Mauriac, Riom-ès-Montagnes et Bort les Orgues reflètent la pluralité des pôles de services dans le Nord du Cantal.

Néanmoins, ces 3 bassins de vie subissent eux aussi un déclin démographique et un vieillissement de leur population. Les pôles des services intermédiaires disposent d'un potentiel de clientèle plus important, en particulier Saignes, Salers et Ydes.

Le canton d'Ydes dispose de nombreux atouts, avec ses entreprises, sa position géographique et son potentiel touristique.

L'industrie y est relativement dynamique. Avec les menuiseries Lapeyre et l'usine Sacatec (respectivement 300 et 85 salariés), toutes les deux installées à Ydes, ce canton est le deuxième bassin industriel du département, après Aurillac.

Berceau historique de la race Salers, le marché au cadran de Mauriac fonctionne depuis le 6 janvier 2014. Mauriac comporte 5 AOC fromagères produites sur l'arrondissement : Bleu d'Auvergne, Cantal ainsi que la variante Cantal au lait de vaches de Salers, Salers et Saint Nectaire.

Le bassin d'emploi de Mauriac est déployé sur 55 communes. Les services et le commerce représentent l'essentiel des emplois salariés (59%), l'industrie (23%), puis vient ensuite la construction (18 %), ce dernier secteur étant le seul en régression d'emplois sur une décennie.

Le bassin de vie de Bort les Orgues comporte 25 communes réparties sur le département du Cantal et de la Corrèze. L'agriculture et la santé constituent les points forts de ce territoire.

Le chef-lieu a notamment joué la carte de la santé ces dernières années pour créer des emplois et attirer de nouvelles populations. Avec environ 300 salariés, le pôle médico-social est d'ailleurs le principal employeur de la commune. Ce rôle moteur est conforté, depuis octobre 2010, par l'implantation de la clinique du souffle, qui représente une cinquantaine d'emplois, et une offre de soins attirant des patients venus de toute la France. Mais aussi par l'extension, en 2012, du centre Geneviève-Champsaur, spécialisé dans l'accueil des malades atteints de la sclérose en plaques.

Autre point concernant le bassin de vie de l'arrondissement de Mauriac : conformément aux dispositions de la loi ALUR, par délibérations des 8 décembre 2014 (CC du Pays de Gentiane), 8 octobre 2014 (CC du Pays de Mauriac), 27 octobre 2014 (CC Pays de Salers) et 4 décembre 2014 (CC Surmène-Artense), ces 4 structures intercommunales ont décidé la création d'un syndicat mixte fermé et ont approuvé le principe de lancement d'un SCOT sur leur territoire. Le syndicat mixte Haut-Cantal Dordogne a été créé par arrêté préfectoral du 12 juin 2015 et installé le 14 septembre 2015.

## **II. La réalisation des prescriptions du SDCI du 26 décembre 2011**

Le schéma départemental de coopération intercommunale du 26 décembre 2011 mettait en exergue trois orientations en matière de rationalisation des périmètres des intercommunalités du Cantal :

- inciter les communes isolées à rejoindre un EPCI à fiscalité propre ;
- mettre fin aux discontinuités territoriales ;
- rationaliser le nombre de syndicats.

### **A. L'intégration des communes isolées**

Les 7 communes isolées : Montmurat, Carlat, Saint-Pierre, La Trinitat, Saint-Martial, Neuvéglise, et Pierrefort, ont chacune intégré un EPCI à fiscalité propre.

### **B. La fin des discontinuités territoriales**

La commune de Chazelles a été intégrée à la CC du Pays de Massiac.

### **C. Les dissolutions de syndicats**

8 syndicats ont été dissous :

- syndicat mixte pour la construction du centre de formation professionnelle d'Aurillac ;
- syndicat mixte du Scénoparc IO ;
- syndicat Intercommunal Calvinet-Mourjou ;
- syndicat Intercommunal de desserte des Estives du plateau de Salers et de Néronne ;
- syndicat Intercommunal pour la mise en valeur de la maison forestière du Pestre ;
- syndicat Intercommunal du Lac de Val Bort-les-Orgues ;
- syndicat Intercommunal du plan d'eau de Garabit-Mallet-Grandval-Lanau ;
- syndicat Intercommunal d'aménagement et de gestion du domaine nordique Lioran Haute-Planèze.

Par arrêté préfectoral n°2013-633 du 16 mai 2013, il a été mis fin aux compétences du syndicat Intercommunal de réalisation du terrain d'aviation de Saint-Flour Coltines, pour permettre de procéder à la liquidation et l'apurement de la dette.

### III. L'intercommunalité dans le Cantal au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (cf. carte en annexe 2)

Le territoire du département du Cantal est couvert par 17 EPCI à fiscalité propre dont 1 communauté d'agglomération et 16 communautés de communes (plus une interdépartementale sur le nord Cantal dont le siège est en Corrèze : la CC Val et Plateaux Bortois comprenant deux communes du Cantal : Lanobre et Beaulieu).

Il est également à signaler que les communautés de communes du Pays de Saint-Flour et de Margeride-Truyère ont fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2014 à l'initiative des élus de ces territoires, allant au-delà du schéma arrêté fin 2011.

#### A. Les EPCI à fiscalité propre

| EPCI   | Nombre de communes membres | Population municipale (01/2015) | Superficie en HA | Régime fiscal | Nombre de sièges conseil | Président             |
|--|----------------------------|---------------------------------|------------------|---------------|--------------------------|-----------------------|
| <b>ARRONDISSEMENT D'AURILLAC</b>                                   |                            |                                 |                  |               |                          |                       |
| CABA   | 25                         | 53 769                          | 49 190           | FPU           | 70                       | Jacques MÉZARD        |
| CC Cère et Goul en Carladès  | 11                         | 5 055                           | 23 746           | FPU           | 28                       | Michel ALBISSON       |
| CC Cère et Rance en Châtaigneraie                                  | 12                         | 6 311                           | 27 876           | FPU           | 30                       | Christian MONTIN      |
| CC Entre 2 Lacs  | 12                         | 3 085                           | 26 342           | Additionnelle | 23                       | Michel CABANES        |
| CC Pays de Maurs   | 14                         | 6 161                           | 23 965           | FPU           | 28                       | Antoine GIMENEZ       |
| CC Pays de Montsalvy   | 15                         | 5 710                           | 27 840           | FPU           | 30                       | Vincent DESCOEUR      |
| <b>ARRONDISSEMENT DE SAINT-FOUR</b>                                |                            |                                 |                  |               |                          |                       |
| CC du Pays de Murat  | 13                         | 5 412                           | 26 731           | FPU           | 33                       | Bernard DELCROS       |
| CC du Pays de Massiac  | 15                         | 3 987                           | 28 976           | A + TPZ       | 29                       | Marie-Paule QUAIREL   |
| CC du Cézallier  | 18                         | 4 218                           | 47 149           | A             | 33                       | Jean-Louis VERDIER    |
| CC du Pays de Saint-Flour Margeride                                | 29                         | 15 127                          | 62 283           | FPU + A       | 56                       | Pierre JARLIER        |
| CC du Pays de Pierrefort-Neuvéglise                                | 13                         | 3 782                           | 34 323           | FPU           | 28                       | Louis GALTIER         |
| CC Caldaguès Aubrac  | 11                         | 2 255                           | 26 045           | A             | 24                       | Louis RAYNAL          |
| CC de la Planèze   | 6                          | 2 649                           | 13 983           | A             | 17                       | Philippe ECHALIER     |
| <b>ARRONDISSEMENT DE MAURIAC</b>                                   |                            |                                 |                  |               |                          |                       |
| CC du Pays Gentiane  | 12                         | 5 566                           | 34 907           | FPU + A       | 31                       | Anne-Marie MARTINIERE |
| CC Pays de Mauriac   | 11                         | 6 916                           | 22 403           | A + TPZ       | 31                       | Gérard LEYMONIE       |
| CC Sumène-Artense  | 14                         | 6 986                           | 27 600           | A + TPZ       | 31                       | Marc MAISONNEUVE      |
| CC Pays de Salers  | 27                         | 8 889                           | 64 286           | FPU + A       | 45                       | Bruno FAURE           |
| CC Val Plateau Bortois (Corrèze) – communes de Lanobre et Beaulieu | 2                          | 1 537                           | 1 584            | A             |                          |                       |
| <b>TOTAL CANTAL</b>  | <b>260</b>                 | <b>147 415</b>                  | <b>572 598</b>   |               |                          |                       |

## B. Les syndicats mixtes et les syndicats intercommunaux

### État des lieux des syndicats du département :

|                                   | Arrondissement d'Aurillac | Arrondissement de Saint-Flour | Arrondissement de Mauriac |
|-----------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| Syndicats mixtes                  | 4                         | 7                             | 4                         |
| SIVU                              | 7                         | 10                            | 13                        |
| SIVOM                             |                           |                               | 1                         |
| Syndicat mixte départemental      | 1                         |                               |                           |
| Syndicat mixte interdépartemental |                           | 1                             |                           |
| TOTAL par arrondissement          | 12                        | 18                            | 18                        |
| TOTAL Cantal                      | 48                        |                               |                           |

| Domaine de compétence des SIVU          | Arrondissement d'Aurillac | Arrondissement de Saint-Flour | Arrondissement de Mauriac |
|---|---------------------------|-------------------------------|---------------------------|
| Eau                                     | 4                         | 8                             | 8                         |
| Assainissement                          | 1                         |                               | 1                         |
| Divers                                  |                           | 1                             | 1                         |
| Scolaire, péri-scolaire, petite enfance | 1                         |                               |                           |
| Environnement                           | 1                         |                               |                           |
| Tourisme                                |                           | 1                             | 1                         |
| Voirie                                  |                           |                               | 2                         |

## PARTIE 3: Le SDCI, une opportunité pour le Cantal

La révision du SDCI apparaît comme une **fenêtre d'opportunité** pour conduire une **rationalisation et un approfondissement** de l'organisation intercommunale.

La structuration du territoire autour d'EPCI de taille suffisante peut apporter une **réponse à de multiples problématiques territoriales** : adéquation entre offres de services et attentes des administrés, exigence d'efficacité budgétaire, nécessité de visibilité, défi d'attractivité.

Les objectifs du schéma présenté visent à :

### **1) Renforcer la capacité d'action du bloc communal en s'appuyant sur des EPCI élargis qui conféreront aux élus des moyens d'actions accrus par la mutualisation et la coordination. Il faut :**

- atteindre un seuil de taille critique permettant de construire une offre de services élargie et économiquement viable afin de répondre aux aspirations des habitants et de renforcer l'attractivité du territoire intercommunal ;
- poursuivre la mutualisation des ressources humaines pour accroître l'efficacité des personnels (spécialisation), réduire le coût des doublons et redéployer des agents sur de nouvelles missions ;
- développer les fonctions supports mises à disposition des élus (ingénierie administrative et financière) pour assurer la conduite des projets et l'encadrement de services ;
- accroître la mutualisation des équipements pour réaliser des économies d'échelle et développer des synergies en matière de fonctionnement et d'investissement en évitant les concurrences au sein d'un même territoire (ex : offices de tourisme).

### **2) Adopter un positionnement stratégique en adéquation avec les futurs équilibres politiques et administratifs de la réforme territoriale qui permette de :**

- démontrer le dynamisme du territoire cantalien capable de rationaliser son paysage de coopération intercommunale (refus du morcellement, clarification des acteurs par la suppression d'entités devenues obsolètes, redondantes ou trop étroites) ;
- tirer profit des avantages géographiques et historiques du Cantal (rayonnement de certaines « marques » : Salers, Lioran, Garabit, Chaudes Aigues...) ;
- anticiper les futurs circuits décisionnels (Grande Région) en réduisant le nombre de structures intercommunales pour accroître leur poids (population, superficie) ;
- s'appuyer sur des EPCI renforcés pour représenter les territoires du Cantal dans les processus de dialogue et de concertation .

### **3) S'inscrire plus efficacement dans la recherche de financements en renforçant l'ingénierie administrative et en améliorant la visibilité des structures. Il est important de :**

- faire de l'intercommunalité élargie des instances de portage de projets de territoire pour améliorer la visibilité et l'audience du Cantal ;
- concevoir et porter des projets à l'échelle d'un territoire intercommunal élargi afin de renforcer la cohérence et l'impact final des financements sollicités ;
- tirer avantage du redimensionnement des EPCI pour atteindre les seuils d'éligibilité au cofinancement de certains appels à projets (FEDER, BPI, CDC) ;
- redéployer les économies d'échelle générées par la fusion d'EPCI pour renforcer les compétences en matière d'ingénierie et de portage de projets afin d'appuyer les élus dans le suivi au quotidien.

#### 4) Améliorer les perspectives budgétaires des EPCI dans un contexte de diminution des ressources publiques afin de :

- bénéficier des mécanismes financiers incitatifs en matière de coopération intercommunale (DGF bonifiée pour l'exercice d'un seuil minimal de compétences) ;
- mobiliser plus efficacement les financements (DETR, FNADT, comité interministériel aux ruralités) grâce à une plus grande cohérence des projets lorsqu'ils sont portés par un territoire élargi (ex : financement des maisons de services au public) ;
- renforcer la solidarité financière intercommunale en accroissant le périmètre des EPCI ;
- réaffecter les économies d'échelle réalisées via la fusion à d'autres postes de dépenses (pour les communes membres) ;
- mettre en œuvre un pilotage globalisé par types de dépenses pour améliorer la gestion budgétaire et financière à l'échelle du territoire ;
- faciliter la gestion prévisionnelle des investissements et des emplois ;
- uniformiser le régime de la fiscalité directe locale (fiscalité professionnelle unique) afin d'harmoniser les conditions de la concurrence dans un espace économique cohérent.

## PARTIE 4: Propositions de fusion des EPCI à fiscalité propre dans le Cantal

### Mise en œuvre de la loi NOTRe dans le Cantal :

En l'état actuel de la coopération intercommunale, **6 communautés de communes du département** n'atteignent pas le seuil dérogatoire de 5 000 habitants et devront en conséquence fusionner :

|   |  |
|---|--|
| Communauté de communes du Cézallier                     | Communauté de communes du Pays de Massiac            |
| Communauté de communes de La Planèze                    | Communauté de communes du Caldaguès-Aubrac           |
| Communauté de communes du Pays de Pierrefort-Neuvéglise | Communauté de communes Entre 2 Lacs en Châtaigneraie |

La mise en conformité avec ce nouveau seuil est une des bases du projet du SDCI 2015 dans le Cantal.

## **I. Arrondissement d'Aurillac.**

### **A. Fusion n°1**

| <b>EPCI n°1</b>                 | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2015)</b> | <b>Superficie en HA</b> | <b>Régime fiscal</b> | <b>Président</b> |
|---------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|------------------|
| CABA                            | 25                                | 53 769                                 | 49 190                  | FPU                  | Jacques MÉZARD   |
| CC Cère et Goul en Carladès     | 11                                | 5 055                                  | 23 746                  | FPU                  | Michel ALBISSON  |
|                                 |                                   |  |                         |                      |                  |
| <b><i>TOTAL nouvel EPCI</i></b> | <b><i>36</i></b>                  | <b><i>58 824</i></b>                   | <b><i>72 936</i></b>    | <b><i>FPU</i></b>    |                  |

La nouvelle communauté de communes créée dans l'arrondissement d'Aurillac serait composée de la communauté d'Agglomération d'Aurillac (CABA – 53 769 habitants) et de la communauté de communes Cère et Goul en Carladès (5 177 hab). La fusion des deux EPCI donnerait naissance à une nouvelle communauté d'agglomération d'une population totale de 58 824 habitants. Cette dernière appartiendrait alors à la strate démographique des communautés d'agglomération relevant d'un régime de fiscalité professionnelle unique.

La fusion sera facilitée par la pression fiscale très similaire des deux groupements existants.

### **B. Fusion n°2**

| <b>EPCI n°2</b>                   | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2015)</b> | <b>Superficie en HA</b> | <b>Régime fiscal</b> | <b>Président</b> |
|-----------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|------------------|
| CC Cère et Rance en Châtaigneraie | 12                                | 6 311                                  | 27 876                  | FPU                  | Christian MONTIN |
| CC Entre 2 Lacs                   | 12                                | 3 085                                  | 26 342                  | Additionnelle        | Michel CABANES   |
| CC Pays de Maurs                  | 14                                | 6 161                                  | 23 965                  | FPU                  | Antoine GIMENEZ  |
| CC Pays de Montsalvy              | 15                                | 5 710                                  | 27 840                  | FPU                  | Vincent DESCOEUR |
|                                   |                                   |  |                         |                      |                  |
| <b><i>TOTAL nouvel EPCI</i></b>   | <b><i>53</i></b>                  | <b><i>21 267</i></b>                   | <b><i>106 023</i></b>   | <b><i>FPU</i></b>    |                  |

Ces quatre EPCI aux caractéristiques proches sont déjà dans une dynamique de rapprochement sur un périmètre cohérent.

L'harmonisation fiscale aurait un impact limité dans la mesure où la pression fiscale sur les ménages comme sur les entreprises est similaire pour les quatre EPCI existants. Ces caractéristiques faciliteront le rapprochement et le lissage des taux permettra en outre de mieux organiser la politique économique de développement du territoire.

## **II. Arrondissement de Saint-Flour**

### **A. Fusion n°1**

| <b>EPCI n°1</b>                     | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2015)</b> | <b>Superficie en HA</b> | <b>Régime fiscal</b> | <b>Président</b>  |
|-------------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|-------------------|
| CC du Pays de Saint-Flour Margeride | 29                                | 15 127                                 | 62 283                  | FPU + A              | Pierre JARLIER    |
| CC du Pays de Pierrefort-Neuvéglise | 13                                | 3 782                                  | 34 323                  | FPU                  | Louis GALTIER     |
| CC Caldaguès-Aubrac                 | 11                                | 2 255                                  | 26 045                  | A                    | Louis RAYNAL      |
| CC de laPlanèze                     | 6                                 | 2 649                                  | 13 983                  | A                    | Philippe ECHALIER |
|                                     |                                   |  |                         |                      |                   |
| <b><i>TOTAL nouvel EPCI</i></b>     | <b><i>59</i></b>                  | <b><i>23 813</i></b>                   | <b><i>136 634</i></b>   | <b><i>FPU</i></b>    |                   |

Conformément aux dispositions de la loi NOTRe, les communautés de communes du Pays de Pierrefort-Neuvéglise, de Caldaguès-Aubrac et de la Planèze ont l'obligation de fusionner avec un ou plusieurs autres EPCI à fiscalité propre. La cohérence d'ensemble du territoire amène à les regrouper au sein d'une même intercommunalité comprenant également la communauté de communes du Pays de Saint-Flour Margeride.

Malgré des disparités, la situation financière de cette nouvelle entité devrait être équilibrée, permettant de dégager une capacité d'autofinancement suffisante à la fois pour supporter l'annuité de la dette et pour financer d'autres investissements, gage de développement économique facilité pour le territoire.

### **B. Fusion n°2**

| <b>EPCI n°2</b>                 | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2015)</b> | <b>Superficie en HA</b> | <b>Régime fiscal</b> | <b>Président</b>    |
|---------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|---------------------|
| CC du Pays de Massiac           | 15                                | 3 987                                  | 28 976                  | A + TPZ              | Marie-Paule QUAIREL |
| CC du Cézallier                 | 18                                | 4 218                                  | 47 149                  | A                    | Jean-Louis VERDIER  |
| CC du Pays de Murat             | 13                                | 5 412                                  | 26 731                  | FPU                  | Bernard DELCROS     |
|                                 |                                   |  |                         |                      |                     |
| <b><i>TOTAL nouvel EPCI</i></b> | <b><i>46</i></b>                  | <b><i>13 617</i></b>                   | <b><i>102 856</i></b>   | <b><i>FPU</i></b>    |                     |

Conformément aux dispositions de la loi NOTRe, la communauté de communes du Pays de Massiac a l'obligation de fusionner avec un ou plusieurs autres EPCI à fiscalité propre. Le scénario retenu est basé sur la cohérence territoriale et hydrographique de la vallée de l'Alagnon.

La nouvelle entité devrait dégager une capacité d'autofinancement suffisante pour supporter l'annuité de la dette et financer des investissements. L'harmonisation fiscale qui découlerait de la fusion serait un atout pour ce territoire.

### III. Arrondissement de Mauriac

#### A. Fusion n°1

| <b>EPCI n°1</b>                 | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2015)</b> | <b>Superficie en HA</b> | <b>Régime fiscal</b> | <b>Président</b>      |
|---------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|-----------------------|
| CC du Pays Gentiane             | 12                                | 5 566                                  | 34 907                  | FPU + A              | Anne-Marie MARTINIERE |
| CC Sumène-Artense               | 14                                | 6 986                                  | 27 600                  | A + TPZ              | Marc MAISONNEUVE      |
| Lanobre et Beaulieu             | 2                                 | 1 537                                  | 4 863                   | A                    |                       |
|                                 |                                   |  |                         |                      |                       |
| <b><i>TOTAL nouvel EPCI</i></b> | <b>28</b>                         | <b>14 089</b>                          | <b>67 370</b>           | <b>FPU</b>           |                       |

La fusion de ces deux ensembles dont les bassins de vie sont globalement cohérents aboutirait à un ensemble approchant les 15 000 habitants, proche de la moyenne des futures intercommunalités du département. Ce projet tient également compte du rattachement des communes de Lanobre et Beaulieu à la communauté de communes Sumène-Artense.

Sur le plan financier, du fait d'une structure financière proche pour les deux EPCI, le projet de fusion devrait être facilité. En outre, le passage en fiscalité professionnelle unique de l'entité fusionnée permettrait de favoriser un développement économique harmonisé sur l'ensemble du territoire fusionné.

#### B. Fusion n°2

| <b>EPCI n°2</b>                 | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2015)</b> | <b>Superficie en HA</b> | <b>Régime fiscal</b> | <b>Président</b> |
|---------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|------------------|
| CC Pays de Salers               | 27                                | 8 889                                  | 64 286                  | FPU + A              | Bruno FAURE      |
| CC Pays de Mauriac              | 11                                | 6 916                                  | 22 403                  | A + TPZ              | Gérard LEYMONIE  |
|                                 |                                   |  |                         |                      |                  |
| <b><i>TOTAL nouvel EPCI</i></b> | <b>38</b>                         | <b>15 805</b>                          | <b>86 689</b>           | <b>FPU</b>           |                  |

La fusion de ces deux ensembles dont les bassins de vie sont globalement cohérents aboutirait à un ensemble de 15 000 habitants environ, proche de la moyenne des futures intercommunalités du département.

Au niveau fiscal, le passage en fiscalité professionnelle unique de l'entité fusionnée devrait renforcer les produits issus de la fiscalité directe et favoriser un développement économique harmonisé sur l'ensemble du territoire fusionné.

## PARTIE 5: PROJET de SDCI - les syndicats

L'article 64 de la loi NOTRe prévoit le transfert de certaines compétences aux EPCI à fiscalité propre, transfert qui impactera certains syndicats.

Le tableau ci-après récapitule les compétences concernées par le transfert et les dates de ce transfert.

|  | COMMUNAUTES DE COMMUNES et<br>COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION |
|--|---|
| COMPETENCES OBLIGATOIRES   | DATE DU TRANSFERT   |
| Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme (au sein du groupe de compétence « développement économique ») | 1 <sup>er</sup> janvier 2017                              |
| Collecte et traitement des déchets   |   |
| Accueil des gens du voyage   |   |
| GEMAPI   | 1 <sup>er</sup> janvier 2018                              |
| Eau  | 1 <sup>er</sup> janvier 2020                              |
| Assainissement   |   |

### **I. Les substitutions de plein droit**

Les interférences de périmètre entre une communauté de communes et un syndicat sont régies par l'article L.5214-21 du CGCT :

*« La communauté de communes dont le périmètre est identique à celui d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte est substituée de plein droit à ce syndicat de communes ou à ce syndicat mixte pour la totalité des compétences qu'ils exercent.*

*La communauté de communes est également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce ou vient à exercer, au syndicat de communes ou au syndicat mixte inclus en totalité dans son périmètre.*

*Dans les cas prévus aux premier et deuxième alinéas du présent article, la substitution de la communauté de communes au syndicat s'effectue dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5211-41.*

*La communauté de communes est également substituée, pour les compétences qu'elle exerce ou vient à exercer, aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte. S'il s'agit d'un syndicat de communes, ce dernier devient un syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1. Ni les attributions du syndicat, ni le périmètre dans lequel il exerce ses compétences ne sont modifiés ».*

Il ne peut subsister aucun syndicat ayant une identité de périmètre avec une Communauté de Communes. Par ailleurs, un syndicat inclus dans le périmètre d'une Communauté de Communes ne peut subsister que pour des compétences distinctes de celles exercées par la communauté de communes.

### A. Le syndicat mixte d'élimination des ordures ménagères de la région de Mauriac-Pleaux-Salers (dit SIETOM de Drugeac)

Le SIETOM de Drugeac est constitué des communautés de communes du Pays de Salers et du Pays de Mauriac.

Ces deux communautés de communes étant appelées à fusionner, il y aura identité de périmètre entre le syndicat et la nouvelle communauté de communes.

En outre, la compétence obligatoire « collecte et traitement des déchets » sera transférée à la nouvelle communauté de communes au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La nouvelle communauté de communes se substituera donc de plein droit au syndicat et exercera toutes ses compétences, entraînant la disparition de celui-ci.

### B. Le syndicat mixte pour l'exploitation touristique du tronçon de voie ferrée de Lugarde à Neussargues.

Ce syndicat mixte est constitué des communautés de communes du Cézallier et du Pays de Murat.

Ces deux communautés de communes sont appelées à fusionner avec la communauté de communes du Pays de Massiac. Le périmètre du syndicat sera donc complètement intégré dans celui de la nouvelle communauté de communes.

Par ailleurs, la compétence promotion du tourisme sera transférée aux communautés de communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En conséquence, la nouvelle communauté de communes sera substituée de plein droit au syndicat.

## PARTIE 6: Le SDCI adopté lors de la CDCI du 07 mars 2016

La commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) s'est réunie le 07 mars 2016 sous la présidence de Monsieur Richard VIGNON, préfet du Cantal, afin de se prononcer sur le projet de SDCI ainsi que sur les différents amendements déposés.

Les amendements ont été débattus puis un vote secret électronique a eu lieu pour chacun.

Sur les 10 amendements déposés, deux ont été approuvés par la CDCI.

Le projet de SDCI a quant à lui été approuvé par 25 votes favorables, 11 votes défavorables et 4 abstentions.

### I. Les amendements proposés

| N° amendement | Objet  |
|---------------|--|
| 1             | Regroupement au sein d'un même EPCI interdépartemental des communes de la partie cantalienne de l'Aubrac (Deux-Verges, Espinasse, La Trinitat, Lieutadès, Saint-Rémy de Chaudes-Aigues et Saint-Urcize) et de celles de la partie aveyronnaise.  |
| 2             | Fusion des communautés de communes du Pays de Saint-Flour-Margeride, de la Planèze et du Pays de Pierrefort-Neuvéglise et rattachement des communes d'Anterrieux, Chaudes-Aigues, Espinasse, Fridefont, Jabrun, Maurines, Saint-Martial, membres actuels de la communauté de communes de Caldaguès-Aubrac<br>et<br>Intégration des communes de Deux-Verges, La Trinitat, Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues et Saint-Urcize, membres actuels de la communauté de communes de Caldaguès-Aubrac, au projet de fusion des communautés de communes de l'Argence, de la Viadène, du Carladez et Aubrac-Laguiolle dans le cadre du schéma départemental de coopération intercommunale de l'Aveyron |
| 3             | Rattachement de la commune de Mongreleix à la communauté de communes du Sancy  |
| 4             | Rattachement de la commune de Lugarde à la communauté de communes du Pays de Gentiane  |
| 5             | Rattachement des communes de Bonnac, Celoux, La Chapelle-Laurent, Chazelles, Saint-Mary-le-Plain, Rageade, Saint-Poncy et Massiac à la communauté de communes du Pays de Saint-Flour   |
| 6             | Maintien des communautés de communes du Pays de Gentiane et de Sumène-Artense  |
| 7             | Maintien des communautés de communes du Pays de Mauriac et du Pays de Salers   |
| 8             | Maintien de la communauté de communes Cère et Goul en Carladès   |
| 9             | Rattachement de la commune de Saint-Jacques-des-Blats à la communauté de communes comprenant la CC du Pays de Murat dans l'hypothèse d'une fusion entre la CABA et la communauté de communes Cère et Goul en Carladès  |
| 10            | Intégration à la CABA de la commune de Teissières-lès-Bouliès  |

## II. Le vote des amendements

| N° amendement | Objet   | Détail vote                         | Vote   |
|---------------|---|-------------------------------------|--------|
| 1             | Regroupement au sein d'un même EPCI interdépartemental des communes de la partie cantalienne de l'Aubrac (Deux-Verges, Espinasse, La Trinitat, Lieutadès, Saint-Rémy de Chaudes-Aigues et Saint-Urcize) et de celles de la partie aveyronnaise.   | Pour : 21<br>Contre : 18<br>Abs : 0 | Rejeté |
| 2             | Fusion des communautés de communes du Pays de Saint-Flour-Margeride, de la Planèze et du Pays de Pierrefort-Neuvéglise et rattachement des communes d'Anterrieux, Chaudes-Aigues, Espinasse, Fridefont, Jabrun, Maurines, Saint-Martial, membres actuels de la communauté de communes de Caldauguès-Aubrac<br><br>et<br><br>Intégration des communes de Deux-Verges, La Trinitat, Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues et Saint-Urcize, membres actuels de la communauté de communes de Caldauguès-Aubrac, au projet de fusion des communautés de communes de l'Argence, de la Viadène, du Carladez et Aubrac-Laguiole dans le cadre du schéma départemental de coopération intercommunale de l'Aveyron | Pour : 21<br>Contre : 16<br>Abs : 2 | Rejeté |
| 3             | Rattachement de la commune de Mongreleix à la communauté de communes du Sancy   | Pour : 30<br>Contre : 09<br>Abs : 1 | Adopté |
| 4             | Rattachement de la commune de Lugarde à la communauté de communes du Pays de Gentiane   | Pour : 31<br>Contre : 8<br>Abs : 1  | Adopté |
| 5             | Rattachement des communes de Bonnac, Celoux, La Chapelle-Laurent, Chazelles, Saint-Mary-le-Plain, Rageade, Saint-Poncy et Massiac à la communauté de communes du Pays de Saint-Flour  | Pour : 11<br>Contre : 29<br>Abs : 0 | Rejeté |
| 6             | Maintien des communautés de communes du Pays de Gentiane et de Sumène-Artense   | Pour : 11<br>Contre : 29<br>Abs : 0 | Rejeté |
| 7             | Maintien des communautés de communes du Pays de Mauriac et du Pays de Salers  | Pour : 10<br>Contre : 30<br>Abs : 0 | Rejeté |
| 8             | Maintien de la communauté de communes Cère et Goul en Carladès  | Pour : 12<br>Contre : 26<br>Abs : 2 | Rejeté |
| 9             | Rattachement de la commune de Saint-Jacques-des-Blats à la communauté de communes comprenant la CC du Pays de Murat dans l'hypothèse d'une fusion entre la CABA et la communauté de communes Cère et Goul en Carladès   | Pour : 9<br>Contre : 30<br>Abs : 1  | Rejeté |
| 10            | Intégration à la CABA de la commune de Teissières-lès-Bouliès   | Pour : 12<br>Contre : 26<br>Abs : 2 | Rejeté |

### III. Le SDCI définitif

#### A. La fusion des EPCI à fiscalité propre

##### Arrondissement d'Aurillac

- *Fusion CABA – CC Cère et Goul en Carladès*

| EPCI n°1                    | Nombre de communes membres | Population municipale (01/2016) | Superficie en ha | Régime fiscal |
|-----------------------------|----------------------------|---------------------------------|------------------|---------------|
| CABA                        | 25                         | 53 551                          | 49 190           | FPU           |
| CC Cère et Goul en Carladès | 11                         | 5 060                           | 23 746           | FPU           |
|                             |                            |                                 |                  |               |
| <b>TOTAL nouvel EPCI</b>    | <b>36</b>                  | <b>58 611</b>                   | <b>72 936</b>    | <b>FPU</b>    |

- *Fusion des communautés de communes Cère et Rance en Châtaigneraie, Entre 2 Lacs, Pays de Maurs et Pays de Montsalvy*

| EPCI n°2                          | Nombre de communes membres | Population municipale (01/2016) | Superficie en ha | Régime fiscal |
|-----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|------------------|---------------|
| CC Cère et Rance en Châtaigneraie | 11                         | 6 346                           | 27 876           | FPU           |
| CC Entre 2 Lacs                   | 12                         | 3 096                           | 26 432           | FPU           |
| CC Pays de Maurs                  | 13                         | 6 161                           | 23 965           | FPU           |
| CC Pays de Montsalvy              | 15                         | 5 776                           | 27 840           | FPU           |
|                                   |                            |                                 |                  |               |
| <b>TOTAL nouvel EPCI</b>          | <b>51</b>                  | <b>21 379</b>                   | <b>106 113</b>   | <b>FPU</b>    |

##### Arrondissement de Saint-Flour

Suite à l'adoption des amendements 3 et 4, les communes de Lugarde et Montgreleix quittent la CC du Cézallier. Lugarde intègre l'EPCI issu de la fusion des CC du Pays Gentiane et de Sumène-Artense ; Montgreleix rejoint la CC du Massif du Sancy.

- *Fusion des communautés de communes du Pays de Saint-Flour-Margeride, du Pays de Pierrefort-Neuvéglise, de Caldaguès-Aubrac et de la Planèze*

| EPCI n°3                            | Nombre de communes membres | Population municipale (01/2016) | Superficie en ha | Régime fiscal |
|-------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|------------------|---------------|
| CC du Pays de Saint-Flour Margeride | 26                         | 15 132                          | 62 283           | FPU + A       |
| CC du Pays de Pierrefort-Neuvéglise | 13                         | 3 755                           | 34 323           | FPU           |
| CC Caldaguès-Aubrac                 | 11                         | 2 278                           | 26 045           | A             |
| CC de la Planèze                    | 6                          | 2 650                           | 13 983           | A             |
|                                     |                            |                                 |                  |               |
| <b>TOTAL nouvel EPCI</b>            | <b>56</b>                  | <b>23 815</b>                   | <b>136 634</b>   | <b>FPU</b>    |

- *Fusion des communautés de communes du Pays de Massiac et du Pays de Murat et extension aux communes de la communauté de communes du Cézallier hors Lugarde et Montgreleix*

| <b>EPCI n°2</b>  | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2016)</b> | <b>Superficie en ha</b> | <b>Régime fiscal</b> |
|--|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|
| CC du Pays de Massiac  | 15                                | 3 950                                  | 28 976                  | A + TPZ              |
| CC du Pays de Murat  | 13                                | 5 396                                  | 26 731                  | FPU                  |
| Communes de Allanche, Chanterelle, Charmensac, Condat, Joursac, Landeyrat, Marcenat, Montboudif, Peyrusse, Pradiers, Saint-Bonnet de Condat, Saint-Saturnin, Sainte-Anastasie, Ségur les Villas, Vernols, Vèze | 16                                | 3 975                                  | 44 043                  | A                    |
|  |                                   |  |                         |                      |
| <b>TOTAL nouvel EPCI</b>   | <b>44</b>                         | <b>13 321</b>                          | <b>99 750</b>           | <b>FPU</b>           |

### Arrondissement de Mauriac

- *Fusion des communautés de communes du Pays de Gentiane et de Sumène-Artense et extension à la commune de Lugarde*

| <b>EPCI n°1</b>          | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2016)</b> | <b>Superficie en ha</b> | <b>Régime fiscal</b> |
|--------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|
| CC du Pays Gentiane      | 12                                | 5 507                                  | 34 907                  | FPU + A              |
| Lugarde                  | 1                                 | 156                                    | 1 343                   |                      |
| CC Sumène-Artense        | 16                                | 8 503                                  | 32 463                  | A + TPZ              |
|                          |                                   |  |                         |                      |
| <b>TOTAL nouvel EPCI</b> | <b>29</b>                         | <b>14 166</b>                          | <b>68 713</b>           | <b>FPU</b>           |

- *Fusion des communautés de communes du Pays de Mauriac et du Pays de Salers*

| <b>EPCI n°2</b>          | <b>Nombre de communes membres</b> | <b>Population municipale (01/2016)</b> | <b>Superficie en ha</b> | <b>Régime fiscal</b> |
|--------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|----------------------|
| CC Pays de Salers        | 27                                | 8 855                                  | 64 286                  | FPU + A              |
| CC Pays de Mauriac       | 11                                | 6 851                                  | 22 403                  | FPU                  |
|                          |                                   |  |                         |                      |
| <b>TOTAL nouvel EPCI</b> | <b>38</b>                         | <b>15 706</b>                          | <b>86 689</b>           | <b>FPU</b>           |

## B. Les syndicats impactés par le SDCI définitif

### Le syndicat mixte d'élimination des ordures ménagères de la région de Mauriac-Pleaux-Salers (dit SIETOM de Drugeac)

Le SIETOM de Drugeac est constitué des communautés de communes du Pays de Salers et du Pays de Mauriac.

Ces deux communautés de communes étant appelées à fusionner, l'EPCI résultant de la fusion se trouvera en situation d'identité de périmètre avec le syndicat.

En outre, la compétence obligatoire « collecte et traitement des déchets » sera transférée à la nouvelle communauté de communes au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En application de l'article L. 5214-21 du CGCT, la nouvelle communauté de communes se substituera donc de plein droit au syndicat et exercera toutes ses compétences.

### Le syndicat mixte pour l'exploitation touristique du tronçon de voie ferrée de Lugarde à Neussargues

Ce syndicat devait initialement faire l'objet d'une substitution de plein droit au sens de l'article L. 5214-21 dans la mesure où le projet initial aboutissait à en inclure en totalité le périmètre au sein d'une seule communauté de communes.

Cependant, du fait de l'adhésion de la commune de Lugarde à l'EPCI issu de la fusion des communautés de communes du Pays de Gentiane et de Sumène-Artense, la condition ci-dessus n'est plus réunie.

Le syndicat est donc maintenu en l'état.

**Annexe n°1** : les bassins de vie – département du Cantal

**Annexe n°2** : l'intercommunalité dans le Cantal au 1<sup>er</sup> janvier 2015

**Annexe n°3** : population municipale des communes du Cantal au 1<sup>er</sup> janvier 2016

**Annexe n°4** : les syndicats intercommunaux à vocation unique – « eau et assainissement »

**Annexe n°5** : les syndicats intercommunaux à vocation unique – « diverses compétences »

**Annexe n°6** : les syndicats mixtes et les SIVOM – vocations diverses

**Annexe n°7** : les syndicats mixtes et les SIVOM – vocation touristique

**Annexe n°8** : les syndicats mixtes et les SIVOM – gestion des déchets

**Annexe n°9** : les EPCI à fiscalité propre appelés à fusionner de par la loi NOTRe

**Annexe n°10** : les syndicats impactés par le projet de schéma

**Annexe n°11** : le projet de SDCI présenté par le préfet du Cantal

**Annexe n°12** : le vote des amendements

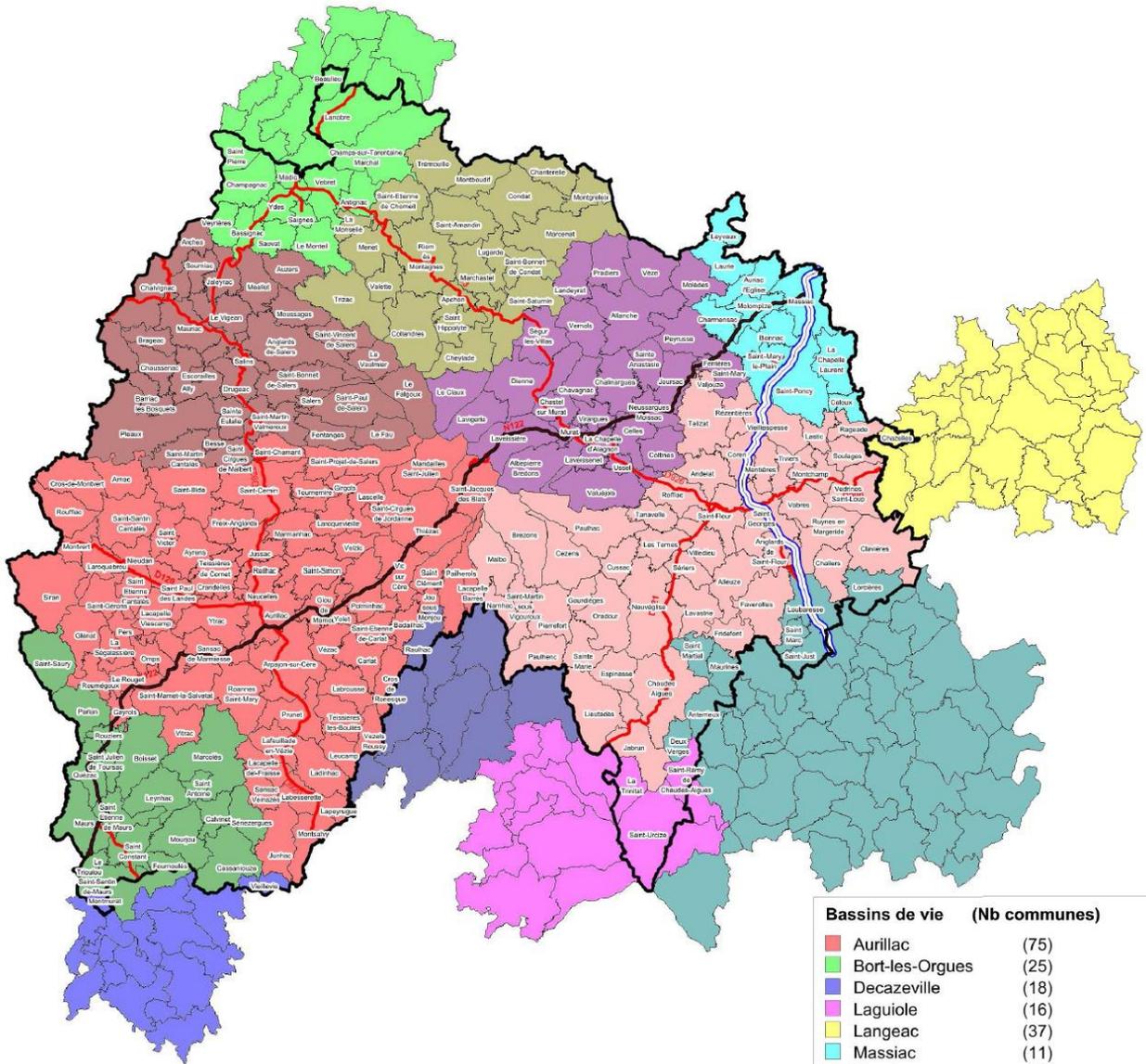
**Annexe n°13** : Le SDCI adopté le 07 mars 2016

**Annexe n°14** : les syndicats impactés par le SDCI définitif

# Annexe n°1

## Les bassins de vie – département du Cantal

### Bassins de vie



Le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. On délimite ses contours en plusieurs étapes. On définit tout d'abord un pôle de services comme une commune ou unité urbaine disposant d'au moins 16 des 31 équipements intermédiaires. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route à heure creuse. Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, on détermine la commune la plus proche proposant cet équipement. Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité sont pris en compte.

| Bassins de vie       | (Nb communes) |
|----------------------|---------------|
| Aurillac             | (75)          |
| Bort-les-Orgues      | (25)          |
| Decazeville          | (18)          |
| Laguiolle            | (16)          |
| Langeac              | (37)          |
| Massiac              | (11)          |
| Mauriac              | (31)          |
| Maurs                | (20)          |
| Mur-de-Barrez        | (9)           |
| Murat                | (28)          |
| Riom-ès-Montagnes    | (21)          |
| Saint-Chély-d'Apcher | (50)          |
| Saint-Flour          | (46)          |



PRÉFET DU CANTAL

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Support : BDTopo©IGN2011 (RGE)

Données : INSEE 2012

DDT15/SCAD/UO/IM

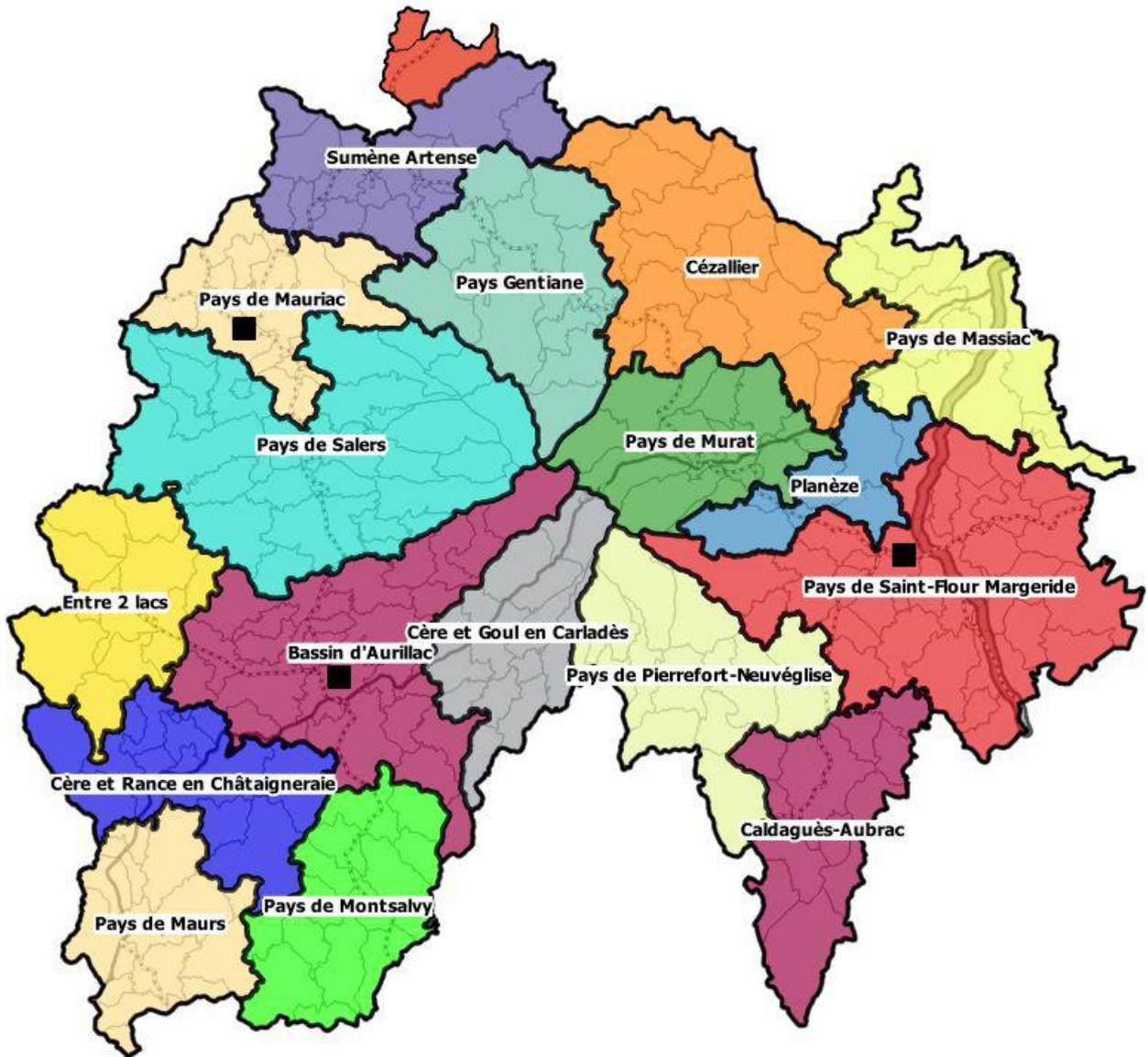
1\_BassinDeVie.wor

01/2012

Echelle : 1 / 672 500

## Annexe n°2

L'intercommunalité dans le Cantal au 1<sup>er</sup> janvier 2015



### Annexe n°3

#### Population municipale des communes du Cantal

La population à prendre en compte est la population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Vous trouverez donc ci-après la population authentifiée par le décret n°2015-1851 du 29 décembre 2015 authentifiant les chiffres des populations de métropole, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon

| COMMUNE                       | EPCI À FISCALITÉ PROPRE           | Population municipale |
|-------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| ALBEPierre BREDONS            | CC PAYS DE MURAT                  | 228                   |
| ALLANCHE                      | CC DU CEZALLIER                   | 784                   |
| ALLEUZE                       | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 209                   |
| ALLY                          | CC PAYS DE SALERS                 | 635                   |
| ANDELAT                       | CC DE LA PLANEZE                  | 456                   |
| ANGLARDS DE SAINT FLOUR       | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 349                   |
| ANGLARDS DE SALERS            | CC PAYS DE SALERS                 | 802                   |
| ANTERRIEUX                    | CC CALDAGUES AUBRAC               | 124                   |
| ANTIGNAC                      | CC SUMENE ARTENSE                 | 285                   |
| APCHON                        | CC PAYS DE GENTIANE               | 199                   |
| ARCHES                        | CC PAYS DE MAURIAC                | 180                   |
| ARNAC                         | CC ENTRE 2 LACS                   | 158                   |
| ARPAJON SUR CERE              | CABA                              | 6 215                 |
| AURIAC L'EGLISE               | CC PAYS DE MASSIAC                | 173                   |
| AURILLAC                      | CABA                              | 26 572                |
| AUZERS                        | CC PAYS DE MAURIAC                | 172                   |
| AYRENS                        | CABA                              | 609                   |
| BADAILHAC                     | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 126                   |
| BARRIAC LES BOSQUETS          | CC PAYS DE SALERS                 | 153                   |
| BASSIGNAC                     | CC SUMENE ARTENSE                 | 222                   |
| BEAULIEU                      | CC SUMENE ARTENSE                 | 87                    |
| BESSE                         | CC PAYS DE SALERS                 | 126                   |
| BOISSET                       | CC PAYS DE MAURS                  | 604                   |
| BONNAC                        | CC PAYS DE MASSIAC                | 172                   |
| BRAGEAC                       | CC PAYS DE SALERS                 | 66                    |
| BREZONS                       | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 197                   |
| CALVINET                      | CC PAYS DE MONTSALVY              | 517                   |
| CARLAT                        | CABA                              | 355                   |
| CASSANIOUZE                   | CC PAYS DE MONTSALVY              | 524                   |
| CAYROLS                       | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 284                   |
| CELLES                        | CC PAYS DE MURAT                  | 217                   |
| CELOUX                        | CC PAYS DE MASSIAC                | 68                    |
| CEZENS                        | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 226                   |
| CHALIERS                      | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 180                   |
| CHALINARGUES                  | CC PAYS DE MURAT                  | 427                   |
| CHALVIGNAC                    | CC PAYS DE MAURIAC                | 437                   |
| CHAMPAGNAC                    | CC SUMENE ARTENSE                 | 1 048                 |
| CHAMPS SUR TARENTAINE MARCHAL | CC SUMENE ARTENSE                 | 1 040                 |
| CHANTERELLE                   | CC DU CEZALLIER                   | 93                    |
| CHAPELLE D'ALAGNON (LA)       | CC PAYS DE MURAT                  | 243                   |

| COMMUNE               | EPCI À FISCALITÉ PROPRE          | Population municipale |
|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
| CHAPELLE LAURENT (LA) | CC PAYS DE MASSIAC               | 319                   |
| CHARMENSAC            | CC DU CEZALLIER                  | 82                    |
| CHATEL SUR MURAT      | CC PAYS DE MURAT                 | 122                   |
| CHAUDES AIGUES        | CC CALDAGUES AUBRAC              | 913                   |
| CHAUSSENAC            | CC PAYS DE SALERS                | 229                   |
| CHAVAGNAC             | CC PAYS DE MURAT                 | 108                   |
| CHAZELLES             | CC PAYS DE MASSIAC               | 43                    |
| CHEYLADE              | CC PAYS DE GENTIANE              | 231                   |
| CLAUX (LE)            | CC PAYS DE GENTIANE              | 196                   |
| CLAVIERES             | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE | 222                   |
| COLLANDRES            | CC PAYS DE GENTIANE              | 152                   |
| COLTINES              | CC DE LA PLANEZE                 | 452                   |
| CONDAT                | CC DU CEZALLIER                  | 1 022                 |
| COREN                 | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE | 413                   |
| CRANDELLES            | CABA                             | 765                   |
| CROS DE MONTVERT      | CC ENTRE 2 LACS                  | 203                   |
| CROS DE RONESQUE      | CC CERE ET GOUL EN CARLADES      | 138                   |
| CUSSAC                | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE | 134                   |
| DEUX VERGES           | CC CALDAGUES AUBRAC              | 53                    |
| DIENNE                | CC PAYS DE MURAT                 | 267                   |
| DRUGEAC               | CC PAYS DE MAURIAC               | 351                   |
| ESCORAILLES           | CC PAYS DE SALERS                | 77                    |
| ESPINASSE             | CC CALDAGUES AUBRAC              | 72                    |
| FALGOUX (LE)          | CC PAYS DE SALERS                | 130                   |
| FAU (LE)              | CC PAYS DE SALERS                | 28                    |
| FAVEROLLES            | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE | 308                   |
| FERRIERES SAINT MARY  | CC PAYS DE MASSIAC               | 249                   |
| FONTANGES             | CC PAYS DE SALERS                | 209                   |
| FOURNOULES            | CC PAYS DE MAURS                 | 62                    |
| FREIX ANGLARDS        | CC PAYS DE SALERS                | 204                   |
| FRIDEFONT             | CC CALDAGUES AUBRAC              | 103                   |
| GIOU DE MAMOU         | CABA                             | 753                   |
| GIRGOLS               | CC PAYS DE SALERS                | 75                    |
| GLENAT                | CC ENTRE 2 LACS                  | 185                   |
| GOURDIEGES            | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE | 56                    |
| JABRUN                | CC CALDAGUES AUBRAC              | 158                   |
| JALEYRAC              | CC PAYS DE MAURIAC               | 369                   |
| JOU SOUS MONJOU       | CC CERE ET GOUL EN CARLADES      | 115                   |
| JOURSAC               | CC DU CEZALLIER                  | 146                   |
| JUNHAC                | CC PAYS DE MONTSALVY             | 323                   |
| JUSSAC                | CABA                             | 1 976                 |
| LABESSERETTE          | CC PAYS DE MONTSALVY             | 289                   |
| LABROUSSE             | CABA                             | 450                   |
| LACAPELLE BARRES      | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE | 60                    |
| LACAPELLE DEL FRAISSE | CC PAYS DE MONTSALVY             | 324                   |
| LACAPELLE VIESCAMP    | CABA                             | 505                   |
| LADINHAC              | CC PAYS DE MONTSALVY             | 516                   |
| LAFEUILLADE EN VEZIE  | CC PAYS DE MONTSALVY             | 583                   |
| LANDEYRAT             | CC DU CEZALLIER                  | 98                    |
| LANOBRE               | CC SUMENE ARTENSE                | 1 447                 |

| COMMUNE                 | EPCI À FISCALITÉ PROPRE           | Population municipale |
|-------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| LAPEYRUGUE              | CC PAYS DE MONTSALVY              | 110                   |
| LAROQUEBROU             | CC ENTRE 2 LACS                   | 831                   |
| LAROQUEVIEILLE          | CABA                              | 348                   |
| LASCELLE                | CABA                              | 307                   |
| LASTIC                  | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 116                   |
| LAURIE                  | CC PAYS DE MASSIAC                | 103                   |
| LAVASTRIE               | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 265                   |
| LAVEISSENET             | CC PAYS DE MURAT                  | 106                   |
| LAVEISSIERE             | CC PAYS DE MURAT                  | 552                   |
| LAVIGERIE               | CC PAYS DE MURAT                  | 103                   |
| LEUCAMP                 | CC PAYS DE MONTSALVY              | 236                   |
| LEYNHAC                 | CC PAYS DE MAURS                  | 358                   |
| LEYVAUX                 | CC PAYS DE MASSIAC                | 37                    |
| LIEUTADES               | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 176                   |
| LORCIERES               | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 180                   |
| LOUBARESSE              | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 402                   |
| LUGARDE                 | CC DU CEZALLIER                   | 156                   |
| MADIC                   | CC SUMENE ARTENSE                 | 208                   |
| MALBO                   | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 106                   |
| MANDAILLES SAINT JULIEN | CABA                              | 199                   |
| MARCENAT                | CC DU CEZALLIER                   | 506                   |
| MARCHASTEL              | CC PAYS DE GENTIANE               | 146                   |
| MARCOLES                | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 583                   |
| MARMANHAC               | CABA                              | 703                   |
| MASSIAC                 | CC PAYS DE MASSIAC                | 1 764                 |
| MAURIAC                 | CC PAYS DE MAURIAC                | 3 718                 |
| MAURINES                | CC CALDAGUES AUBRAC               | 113                   |
| MAURS                   | CC PAYS DE MAURS                  | 2 165                 |
| MEALLET                 | CC PAYS DE MAURIAC                | 161                   |
| MENET                   | CC PAYS DE GENTIANE               | 538                   |
| MENTIERES               | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 121                   |
| MOLEDES                 | CC PAYS DE MASSIAC                | 98                    |
| MOLOMPIZE               | CC PAYS DE MASSIAC                | 315                   |
| LA MONSELIE             | CC SUMENE ARTENSE                 | 105                   |
| MONTBOUDIF              | CC DU CEZALLIER                   | 187                   |
| MONTCHAMP               | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 137                   |
| LE MONTEIL              | CC SUMENE ARTENSE                 | 262                   |
| MONTGRELEIX             | CC DU CEZALLIER                   | 37                    |
| MONTMURAT               | CC PAYS DE MAURS                  | 128                   |
| MONTSALVY               | CC PAYS DE MONTSALVY              | 880                   |
| MONTVERT                | CC ENTRE 2 LACS                   | 116                   |
| MOURJOU                 | CC PAYS DE MAURS                  | 324                   |
| MOUSSAGES               | CC PAYS DE MAURIAC                | 273                   |
| MURAT                   | CC PAYS DE MURAT                  | 1 893                 |
| NARNHAC                 | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 74                    |
| NAUCELLES               | CABA                              | 1 929                 |
| NEUSSARGUES MOISSAC     | CC PAYS DE MURAT                  | 996                   |
| NEUVEGLISE              | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 1 095                 |
| NIEUDAN                 | CC ENTRE 2 LACS                   | 110                   |
| OMPS                    | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 346                   |

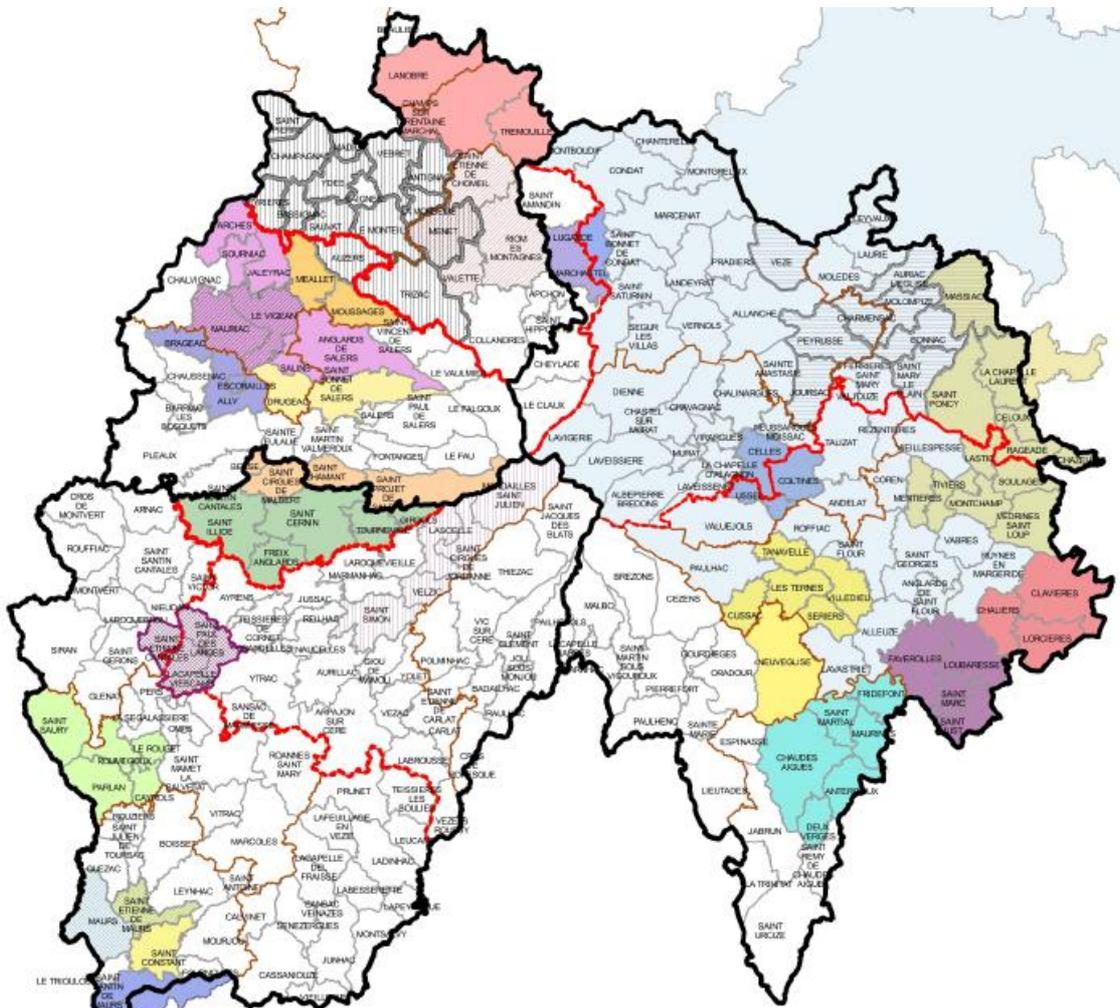
| COMMUNE                | EPCI À FISCALITÉ PROPRE           | Population municipale |
|------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| ORADOUR                | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 254                   |
| PAILHEROLS             | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 137                   |
| PARLAN                 | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 374                   |
| PAULHAC                | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 426                   |
| PAULHENC               | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 241                   |
| PERS                   | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 302                   |
| PEYRUSSE               | CC DU CEZALLIER                   | 158                   |
| PIERREFORT             | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 914                   |
| PLEAUX                 | CC PAYS DE SALERS                 | 1 541                 |
| POLMINHAC              | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 1 131                 |
| PRADIERS               | CC DU CEZALLIER                   | 94                    |
| PRUNET                 | CC PAYS DE MONTSALVY              | 626                   |
| QUEZAC                 | CC PAYS DE MAURS                  | 310                   |
| RAGEADE                | CC PAYS DE MASSIAC                | 98                    |
| RAULHAC                | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 298                   |
| REILHAC                | CABA                              | 1 096                 |
| REZENTIERES            | CC DE LA PLANEZE                  | 115                   |
| RIOM ES MONTAGNES      | CC PAYS DE GENTIANE               | 2 733                 |
| ROANNES SAINT MARY     | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 1 046                 |
| ROFFIAC                | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 607                   |
| ROUFFIAC               | CC ENTRE 2 LACS                   | 212                   |
| ROUGET (LE)            | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 976                   |
| ROUMEGOUX              | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 297                   |
| ROUZIERS               | CC PAYS DE MAURS                  | 129                   |
| RUYNES EN MARGERIDE    | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 637                   |
| SAIGNES                | CC SUMENE ARTENSE                 | 871                   |
| ST AMANDIN             | CC PAYS DE GENTIANE               | 223                   |
| ST ANTOINE             | CC PAYS DE MAURS                  | 115                   |
| ST BONNET DE CONDAT    | CC DU CEZALLIER                   | 104                   |
| ST BONNET DE SALERS    | CC PAYS DE SALERS                 | 300                   |
| ST CERNIN              | CC PAYS DE SALERS                 | 1 118                 |
| ST CHAMANT             | CC PAYS DE SALERS                 | 234                   |
| ST CIRGUES DE JORDANNE | CABA                              | 132                   |
| ST CIRGUES DE MALBERT  | CC PAYS DE SALERS                 | 241                   |
| ST CLEMENT             | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 66                    |
| ST CONSTANT            | CC PAYS DE MAURS                  | 564                   |
| ST ETIENNE CANTALES    | CC ENTRE 2 LACS                   | 138                   |
| ST ETIENNE DE CARLAT   | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 142                   |
| ST ETIENNE DE CHOMEIL  | CC PAYS DE GENTIANE               | 213                   |
| ST ETIENNE DE MAURS    | CC PAYS DE MAURS                  | 788                   |
| ST FLOUR               | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 6 626                 |
| ST GEORGES             | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 1 116                 |
| ST GERONS              | CC ENTRE 2 LACS                   | 221                   |
| ST HIPPOLYTE           | CC PAYS DE GENTIANE               | 107                   |
| ST ILLIDE              | CC PAYS DE SALERS                 | 658                   |
| ST JACQUES DES BLATS   | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 329                   |
| ST JULIEN DE TOURSAC   | CC PAYS DE MAURS                  | 129                   |
| ST JUST                | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 207                   |
| ST MAMET LA SALVETAT   | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 1 559                 |
| ST MARC                | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 82                    |

| COMMUNE                   | EPCI À FISCALITÉ PROPRE           | Population municipale |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| ST MARTIAL                | CC CALDAGUES AUBRAC               | 69                    |
| ST MARTIN CANTALES        | CC PAYS DE SALERS                 | 155                   |
| ST MARTIN SOUS VIGOUROUX  | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 248                   |
| ST MARTIN VALMEROUX       | CC PAYS DE SALERS                 | 820                   |
| ST MARY LE PLAIN          | CC PAYS DE MASSIAC                | 154                   |
| ST PAUL DE SALERS         | CC PAYS DE SALERS                 | 110                   |
| ST PAUL DES LANDES        | CABA                              | 1 528                 |
| ST PIERRE                 | CC SUMENE ARTENSE                 | 146                   |
| ST PONCY                  | CC PAYS DE MASSIAC                | 334                   |
| ST PROJET DE SALERS       | CC PAYS DE SALERS                 | 127                   |
| ST REMY DE CHAUDES-AIGUES | CC CALDAGUES AUBRAC               | 112                   |
| ST SANTIN CANTALES        | CC ENTRE 2 LACS                   | 315                   |
| ST SANTIN DE MAURS        | CC PAYS DE MAURS                  | 380                   |
| ST SATURNIN               | CC DU CEZALLIER                   | 209                   |
| ST SAURY                  | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 198                   |
| ST SIMON                  | CABA                              | 1 143                 |
| ST URCIZE                 | CC CALDAGUES AUBRAC               | 511                   |
| ST VICTOR                 | CC ENTRE 2 LACS                   | 113                   |
| ST VINCENT DE SALERS      | CC PAYS DE SALERS                 | 70                    |
| STE ANASTASIE             | CC DU CEZALLIER                   | 141                   |
| STE EULALIE               | CC PAYS DE SALERS                 | 202                   |
| STE MARIE                 | CC PAYS DE PIERREFORT-NEUVEGLISE  | 108                   |
| SALERS                    | CC PAYS DE SALERS                 | 348                   |
| SALINS                    | CC PAYS DE MAURIAC                | 143                   |
| SANSAC DE MARMIESSE       | CABA                              | 1 336                 |
| SANSAC VEINAZES           | CC PAYS DE MONTSALVY              | 225                   |
| SAUVAT                    | CC SUMENE ARTENSE                 | 202                   |
| SEGALASSIERE (LA)         | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 119                   |
| SEGUR LES VILLAS          | CC DU CEZALLIER                   | 219                   |
| SENEZERGUES               | CC PAYS DE MONTSALVY              | 195                   |
| SERIERS                   | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 136                   |
| SIRAN                     | CC ENTRE 2 LACS                   | 494                   |
| SOULAGES                  | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 86                    |
| SOURNIAC                  | CC PAYS DE MAURIAC                | 206                   |
| TALIZAT                   | CC DE LA PLANEZE                  | 589                   |
| TANAVELLE                 | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 241                   |
| TEISSIERES DE CORNET      | CABA                              | 262                   |
| TEISSIERES LES BOULIES    | CC PAYS DE MONTSALVY              | 317                   |
| TERNES (LES)              | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 596                   |
| THIEZAC                   | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 614                   |
| TIVIERS                   | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 167                   |
| TOURNEMIRE                | CC PAYS DE SALERS                 | 129                   |
| TREMOUILLE                | CC SUMENE ARTENSE                 | 182                   |
| TRINITAT (LA)             | CC CALDAGUES AUBRAC               | 50                    |
| TRIOULOU (LE)             | CC PAYS DE MAURS                  | 105                   |
| TRIZAC                    | CC PAYS DE GENTIANE               | 509                   |
| USSEL                     | CC DE LA PLANEZE                  | 479                   |
| VABRES                    | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 235                   |
| VALETTE                   | CC PAYS DE GENTIANE               | 260                   |
| VALJOUZE                  | CC PAYS DE MASSIAC                | 23                    |

| COMMUNE             | EPCI À FISCALITÉ PROPRE           | Population municipale |
|---------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| VALUEJOLS           | CC DE LA PLANEZE                  | 559                   |
| VAULMIER (LE)       | CC PAYS DE SALERS                 | 68                    |
| VEBRET              | CC SUMENE ARTENSE                 | 497                   |
| VEDRINES SAINT LOUP | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 137                   |
| VELZIC              | CABA                              | 406                   |
| VERNOLS             | CC DU CEZALLIER                   | 67                    |
| VEYRIERES           | CC SUMENE ARTENSE                 | 122                   |
| VEZAC               | CABA                              | 1 189                 |
| VEZE                | CC DU CEZALLIER                   | 65                    |
| VEZELS ROUSSY       | CABA                              | 147                   |
| VIC SUR CERE        | CC CERE ET GOUL EN CARLADES       | 1 964                 |
| VIEILLESPESE        | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 268                   |
| VIEILLEVIE          | CC PAYS DE MONTSALVY              | 111                   |
| VIGEAN (LE)         | CC PAYS DE MAURIAC                | 841                   |
| VILLEDIEU           | CC PAYS DE SAINT-FLOUR MARGERIDE  | 529                   |
| VIRARGUES           | CC PAYS DE MURAT                  | 134                   |
| VITRAC              | CC CERE ET RANCE EN CHATAIGNERAIE | 262                   |
| YDES                | CC SUMENE ARTENSE                 | 1 779                 |
| YOLET               | CABA                              | 563                   |
| YTRAC               | CABA                              | 4 063                 |

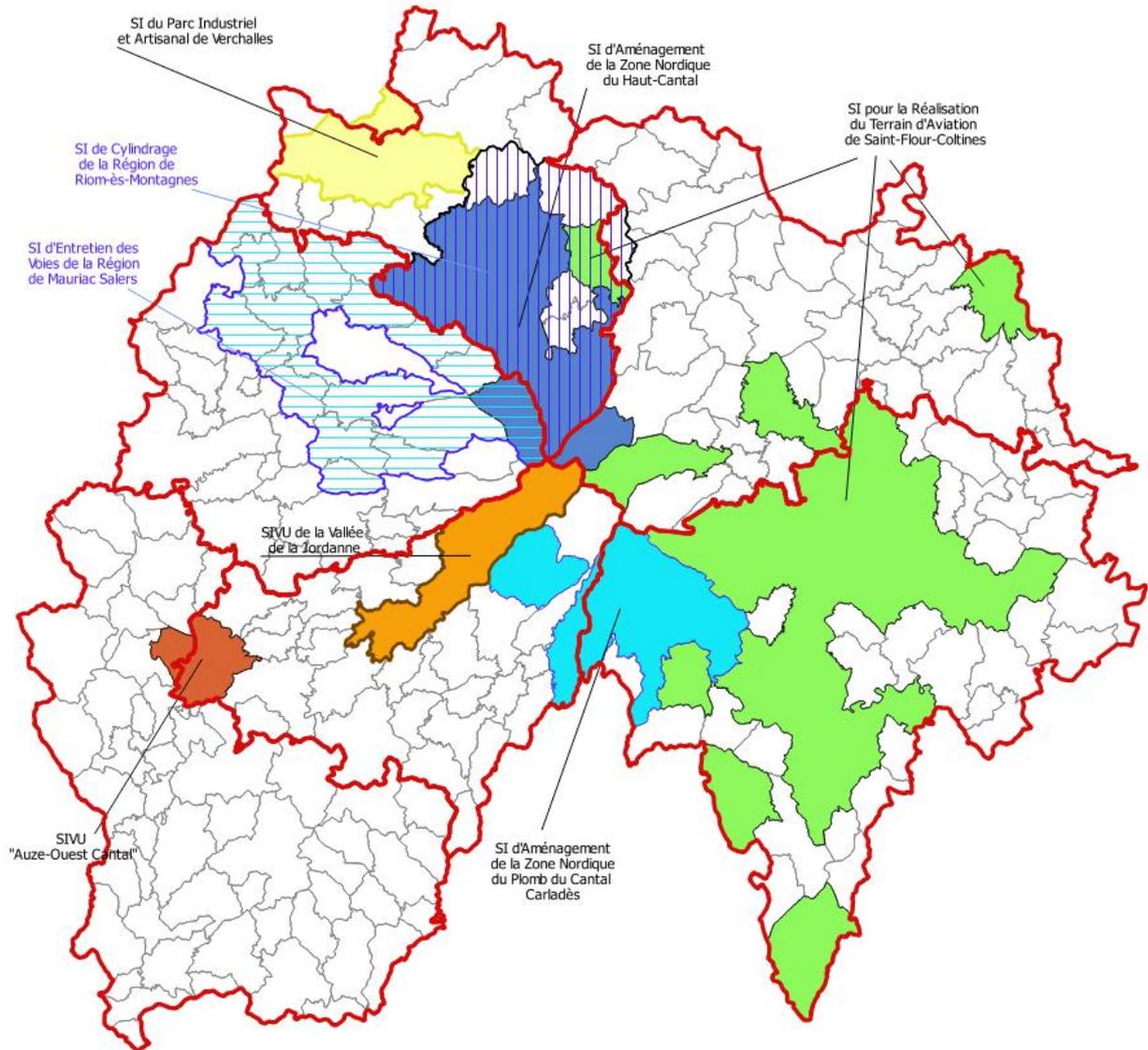
## Annexe n°4

Les syndicats intercommunaux à vocation unique – « eau et assainissement »



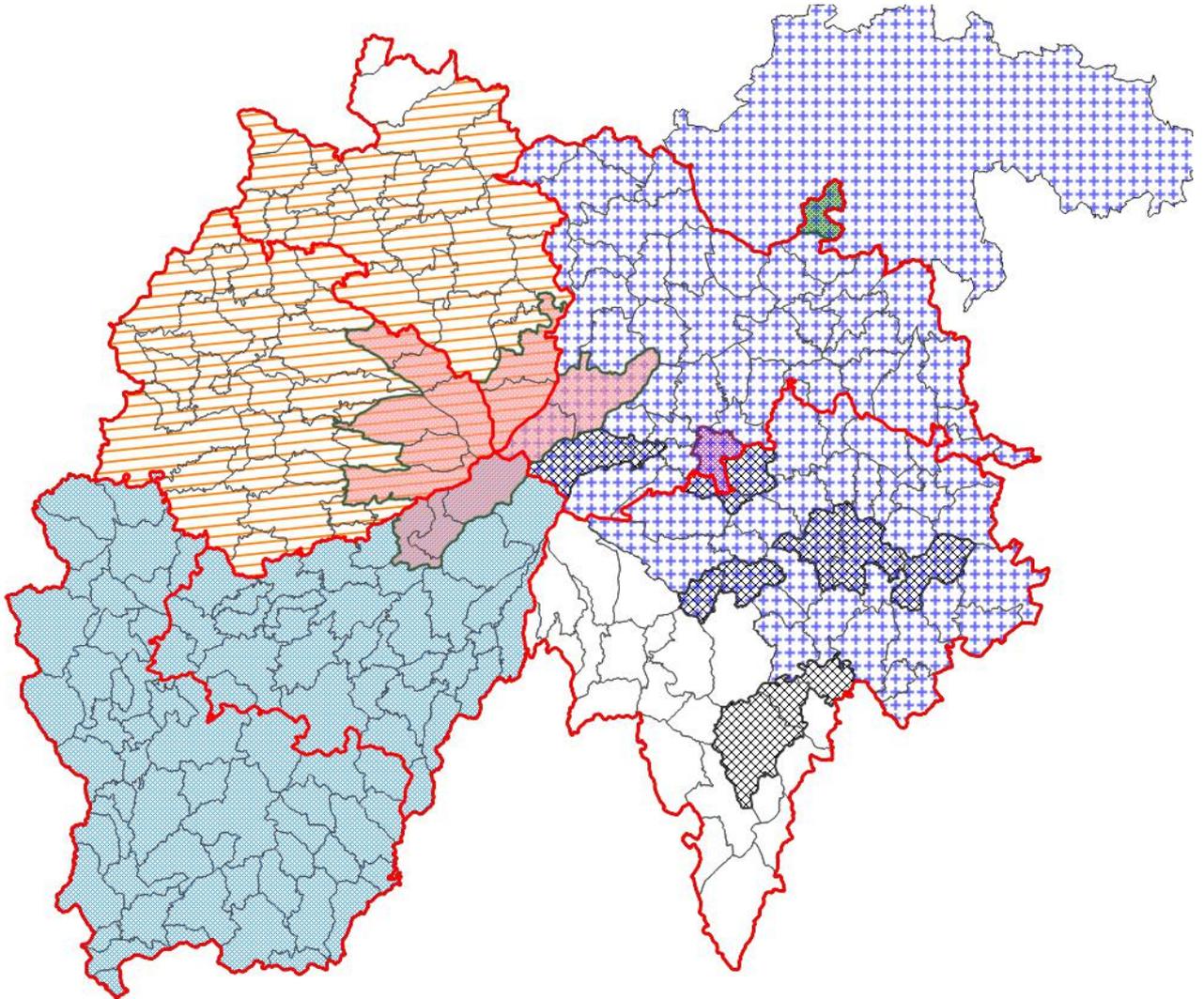
## Annexe n°5

Les syndicats intercommunaux à vocation unique – « diverses compétences »



## Annexe n°6

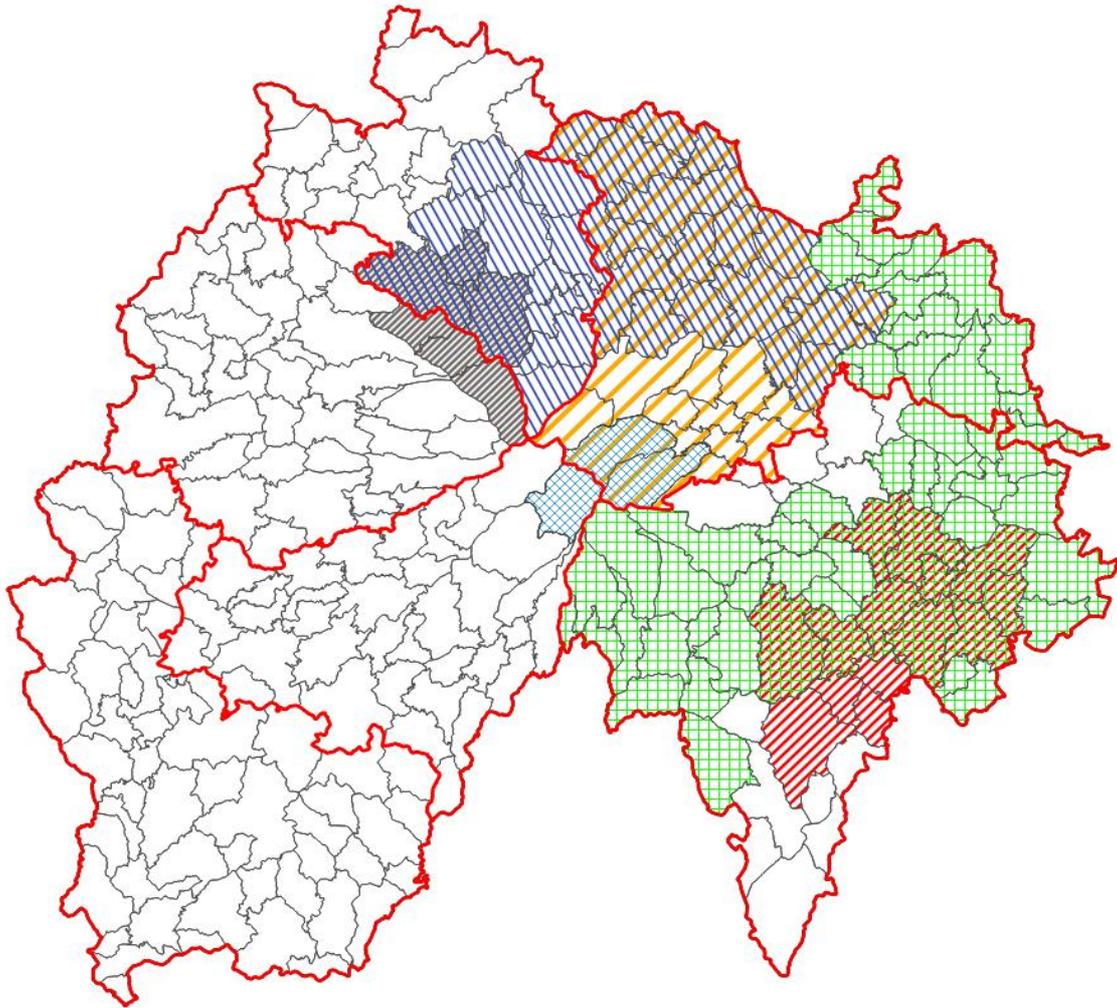
### Les syndicats mixtes et les SIVOM – vocations diverses



-  Syndicat Mixte de Gestion de l'Aérodrome de Saint-Flour - Coltines
-  Syndicat Mixte de Gestion Forestière de Celles
-  Syndicat Mixte de Gestion Forestière de Leyvaux
-  Syndicat Mixte du Marché au Cadran des Rédines
-  Syndicat Mixte du Puy-Mary
-  Syndicat Mixte du Scott du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie
-  SM Interdép de Gestion Intégrée de l'Alagnon et de ses Affluents "SIGAL"

## Annexe n°7

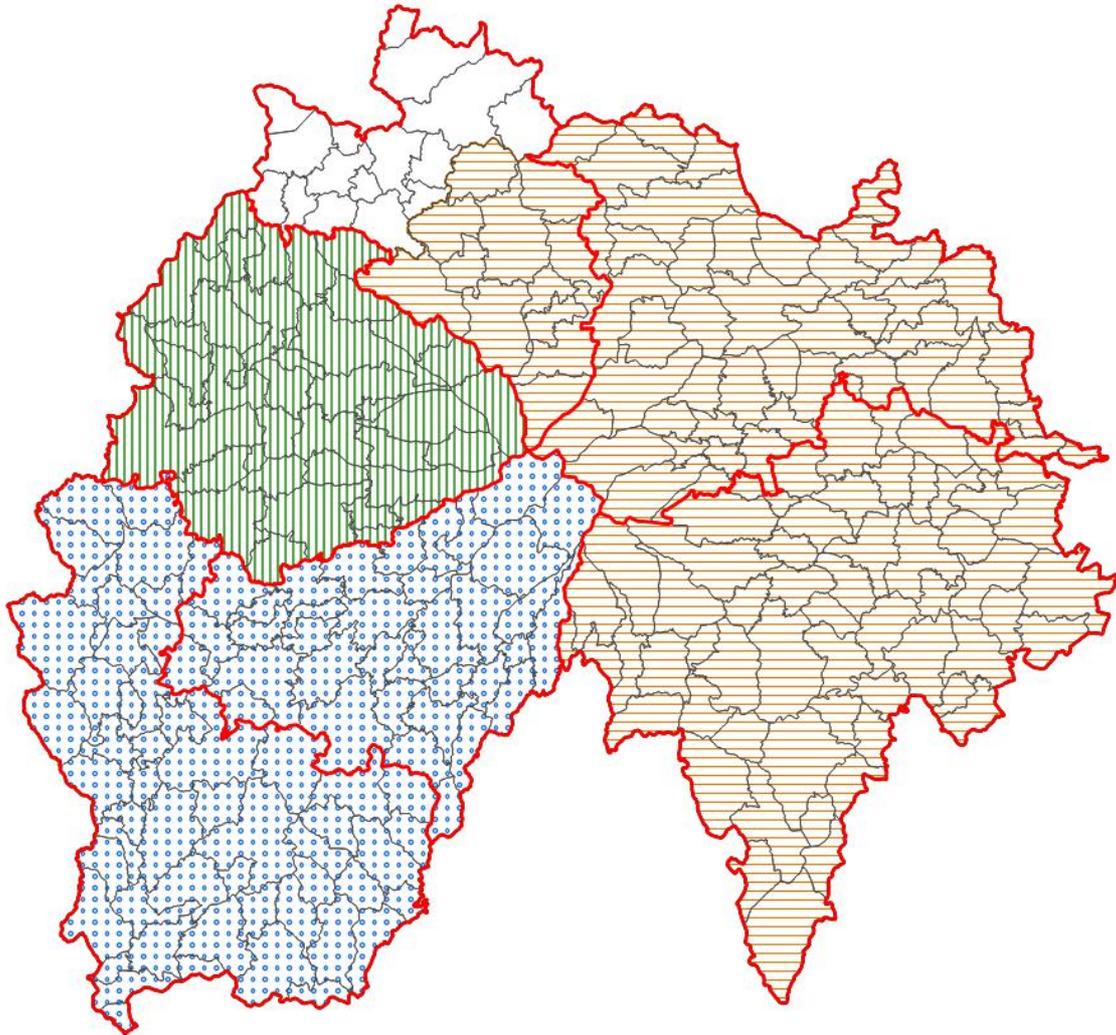
Les syndicats mixtes et les SIVOM – vocation touristique



-  SIVOM dit d'Aménagement Pastoral du Plateau de Trizac
-  SM pour l'exploit. tourist. du tronçon de voie ferrée de Lugarde à Neussargues
-  Syndicat Mixte de développement Touristique de l'Est Cantalien
-  Syndicat Mixte de la Station du Lioran
-  Syndicat Mixte du Lac de Garabit-Grandval
-  SM pour l'exploit. tourist. de la voie ferrée de Riom-es-Montagnes à Lugarde

## Annexe n°8

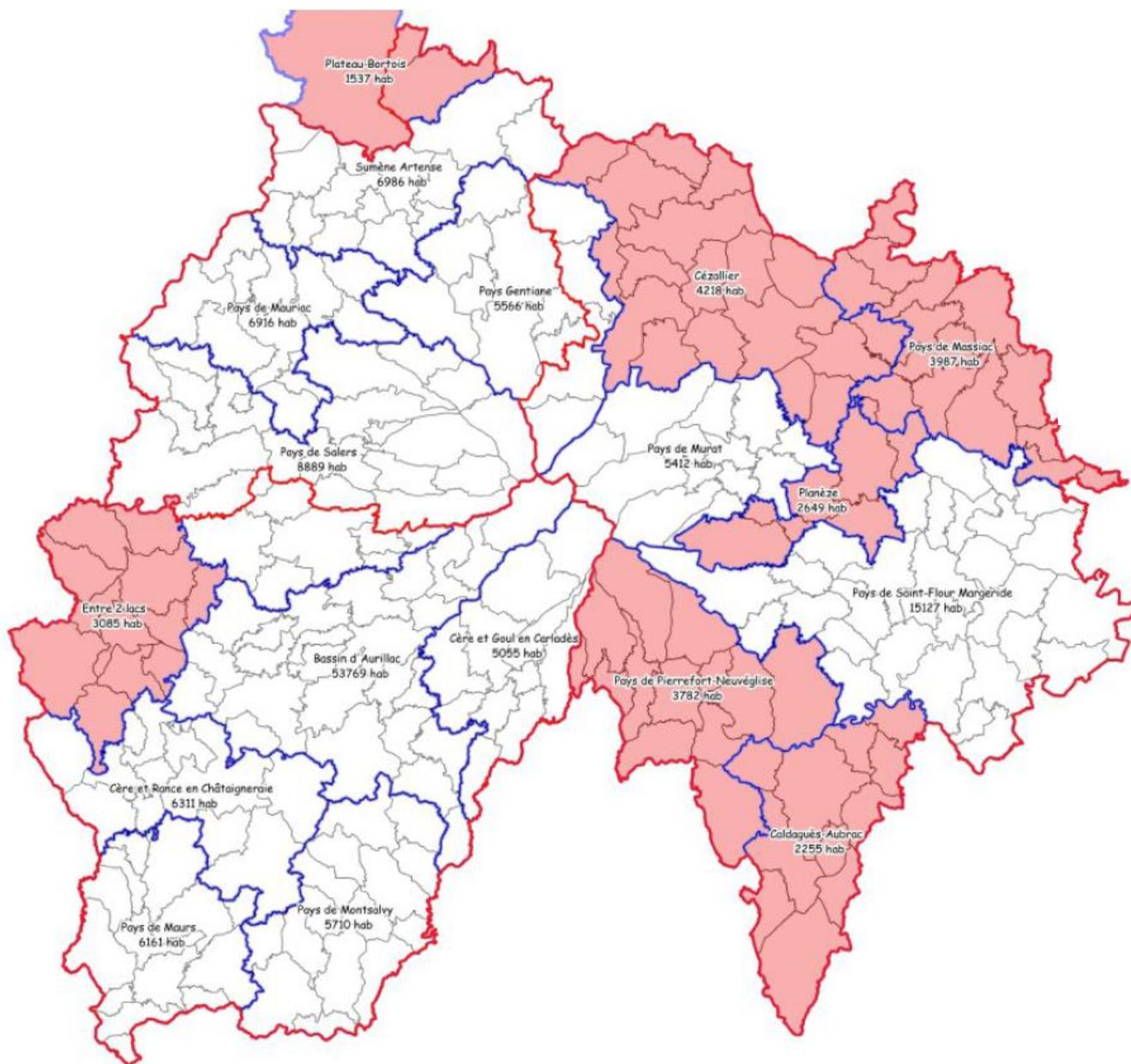
Les syndicats mixtes et les SIVOM – gestion des déchets



-  SM de gestion du traitement et de la valorisation des déchets du N.Est Cantal
-  SM de traitement des ordures ménagères de l'arrond. d'Aurillac "Ouest Cantal"
-  SM Interco d'Élimination des ord. ménag. de la Région de Mauriac-Pleaux-Salers

## Annexe n°9 :

les EPCI à fiscalité propre appelés à fusionner de par la loi NOTRe



Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

- 1 communauté d'agglomération (CABA)
- 17 communautés de communes
- Aucune commune non couverte par un EPCI à FP

- 7 EPCI dont la pop. Municipale reste < 5 000 habitants

### Légende

EPCI 2014 - Pop mun 2012

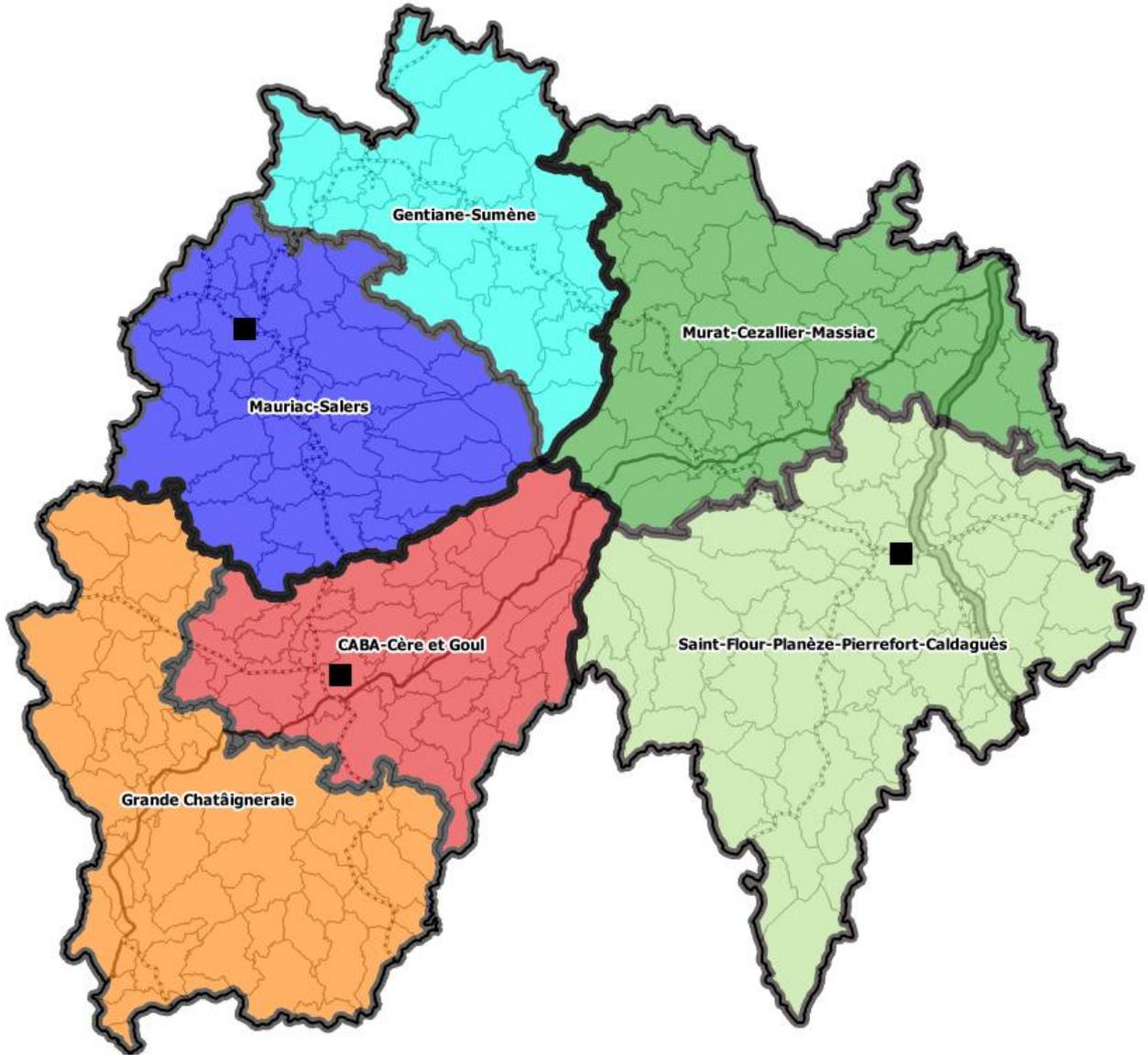
0 - 5 000 habitants

5 000 - 53 769 habitants

Arrondissements

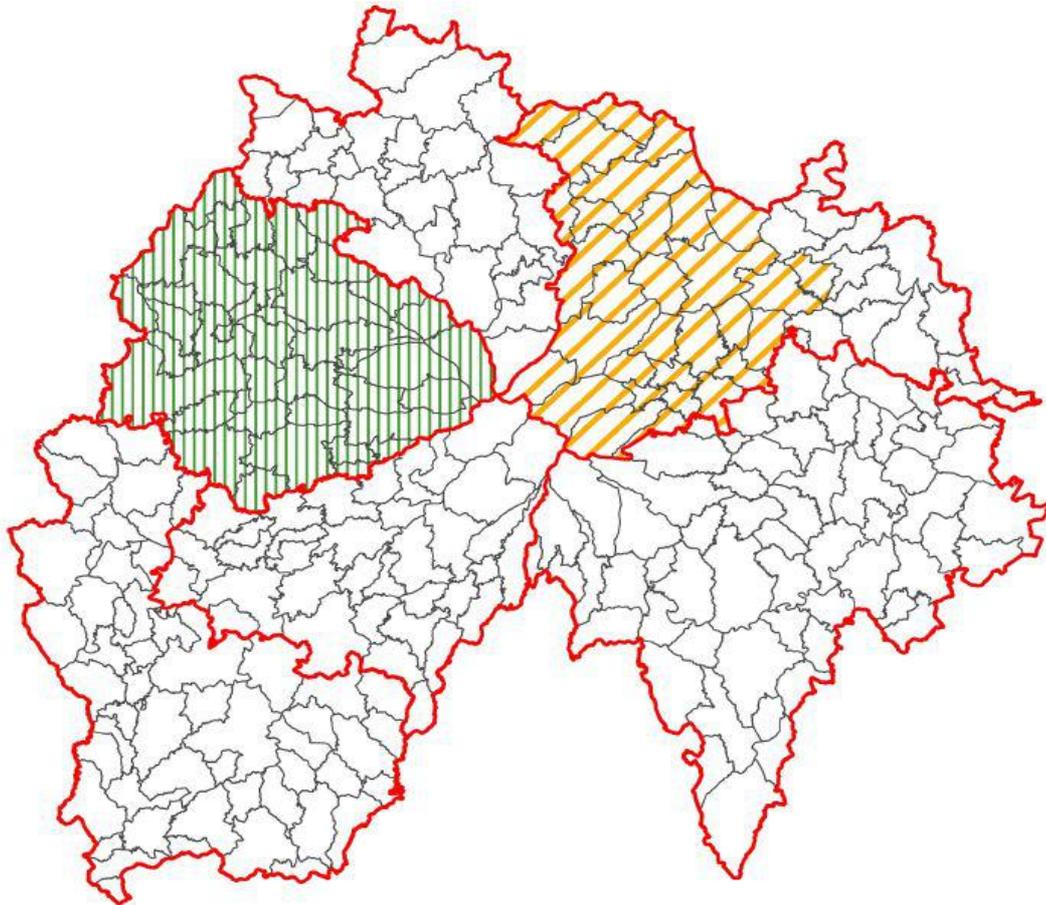
**Annexe n°10 :**

le projet de SDCI présenté par le préfet du Cantal



## Annexe n°11

les syndicats impactés par le projet de schéma



-  SM Intercommunal d'Elimination des ordures ménagères du "SIETOM de Drugeac"
- Divers
-  SM pour l'exploitation touristique du tronçon de voie ferrée de Lugarde à Neussargues
-  EPCI Futurs

## Annexe n°12

### le vote des amendements



#### COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE COOPERATION INTERCOMMUNALE Réunion du 7 mars 2016

##### AMENDEMENT N°1

Regroupement au sein d'un même EPCI interdépartemental des communes de la partie orientale de l'Aubrac (Deux-Verges, Espinasse, La Trinitat, Lichardas, Saint-Rémy de Chandès-Aigues et Saint-Urtrize) et de celles de la partie aveyronnaise.

Résultat du vote :  
POUR : ..... 24 .....  
CONTRE : ..... 18 .....  
ABSTENTION : ..... 0 .....

RESULTAT : AMENDEMENT ..... NON ADOPTÉ .....

A Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
MICHEL ROUSSY

Albert HUGON

Les assesseurs

Yves MAGNE

Le préfet,  
Richard VIGNON



#### COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE COOPERATION INTERCOMMUNALE Réunion du 7 mars 2016

##### AMENDEMENT N°2

Fusion des communautés de communes du Pays de Saint-Fleur-Margeride, de la Planèze et du Pays de Pierrefort-Neuveglise et rattachement des communes d'Austerieux, Chandès-Aigues, Espinasse, Prédalent, Jabrun, Maurines, Saint-Martial, membres actuels de la communauté de communes de Caldaigues-Aubrac

et

Intégration des communes de Deux-Verges, La Trinitat, Saint-Rémy-de-Chandès-Aigues et Saint-Urtrize, membres actuels de la communauté de communes de Caldaigues-Aubrac, au projet de fusion des communautés de communes de l'Argence, de la Valsère, du Garlabert et Aubrac-Lagutille dans le cadre du schéma départemental de coopération intercommunale de l'Aveyron.

Résultat du vote :  
POUR : ..... 24 .....  
CONTRE : ..... 16 .....  
ABSTENTION : ..... 2 .....

RESULTAT : AMENDEMENT ..... NON ADOPTÉ .....

A Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
MICHEL ROUSSY

Albert HUGON

Les assesseurs

Yves MAGNE

Le préfet,  
Richard VIGNON



COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°3

Rattachement de la commune de Mengrethels à la communauté de communes du Sarre.

Résultat du vote :  
POUR : 30  
CONTRE : 9  
ABSTENTION : 4

RÉSULTAT : AMENDEMENT ..... **APPRUVÉ**

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
MICHEL RODESSY

Les assesseurs  
Albert HUGON

Yves MAGNE

Le préfet  
Richard YIGNON



COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°4

Rattachement de la commune de Lagarde à la communauté de communes du Pays de Gantiane.

Résultat du vote :  
POUR : 34  
CONTRE : 8  
ABSTENTION : 4

RÉSULTAT : AMENDEMENT ..... **APPRUVÉ**

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
MICHEL RODESSY

Les assesseurs  
Albert HUGON

Yves MAGNE

Le préfet  
Richard YIGNON



**COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE**  
Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°5

Rattachement des communes de Bonnac, Celoux, La Chapelle-Laurent, Chazelles, Saint-Mary-le-Plain, Rajeade, Sauri-Poncey et Massiac à la communauté de communes du Pays de Saint-Flour.

Résultat du vote :

POUR : ..... 14 .....  
CONTRE : ..... 29 .....  
ABSTENTION : ..... 0 .....

**RESULTAT :** AMENDEMENT N°5 NON ADOPTÉ

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
Michel ROUSSY

Albert HUGON

Les assesseurs

Yves MAGNE

Le préfet  
Richard MIGNON



**COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE**  
Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°6

Maintien des communautés de communes du Pays de Gentiane et de Sauréze-Artenac.

Résultat du vote :

POUR : ..... 14 .....  
CONTRE : ..... 29 .....  
ABSTENTION : ..... 0 .....

**RESULTAT :** AMENDEMENT N°6 NON ADOPTÉ

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
Michel ROUSSY

Albert HUGON

Les assesseurs

Yves MAGNE

Le préfet  
Richard MIGNON

COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE  
Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°7

Maintien des communautés de communes du Pays de Mauliac et du Pays de Salers.

Résultat du vote :

POUR : ..... 10 .....  
CONTRE : ..... 30 .....  
ABSTENTION : ..... 0 .....

RESULTAT : AMENDEMENT... NON APPROUVÉ

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le préfet  
Richard YGONON

Le rapporteur général  
Mirenel ROUSSY

Les assesseurs  
Albert HUGON

Yves MAGNE

COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE  
Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°8

Maintien de la communauté de communes Cère et Goul en Carles.

Résultat du vote :

POUR : ..... 10 .....  
CONTRE : ..... 20 .....  
ABSTENTION : ..... 2 .....

RESULTAT : AMENDEMENT... NON APPROUVÉ

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le préfet  
Richard YGONON

Le rapporteur général  
Mirenel ROUSSY

Les assesseurs  
Albert HUGON

Yves MAGNE

COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°9

Rattachement de la commune de Saint-Jacques-des-Blais à la communauté de communes comprenant la CC du Pays de Muret dans l'hypothèse d'une fusion entre la CABA et la communauté de communes Cère et Grail en Carladès.

Résultat du vote :

POUR : ..... 9 .....  
CONTRE : ..... 30 .....  
ABSTENTION : ..... 1 .....  
.....

RESULTAT : AMENDEMENT NON APPROUVÉ

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
Michel ROUSSY

Albert HUGON

Les assesseurs

Yves MAGNE

Le préfet  
Richard VIGNON

COMMISSION DÉPARTEMENTALE  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

Réunion du 7 mars 2016

AMENDEMENT N°10

Intégration à la CABA de la commune de Trissières-les-Bouillès.

Résultat du vote :

POUR : ..... 17 .....  
CONTRE : ..... 25 .....  
ABSTENTION : ..... 2 .....  
.....

RESULTAT : AMENDEMENT NON APPROUVÉ

À Aurillac, le 7 mars 2016

Le rapporteur général  
Michel ROUSSY

Albert HUGON

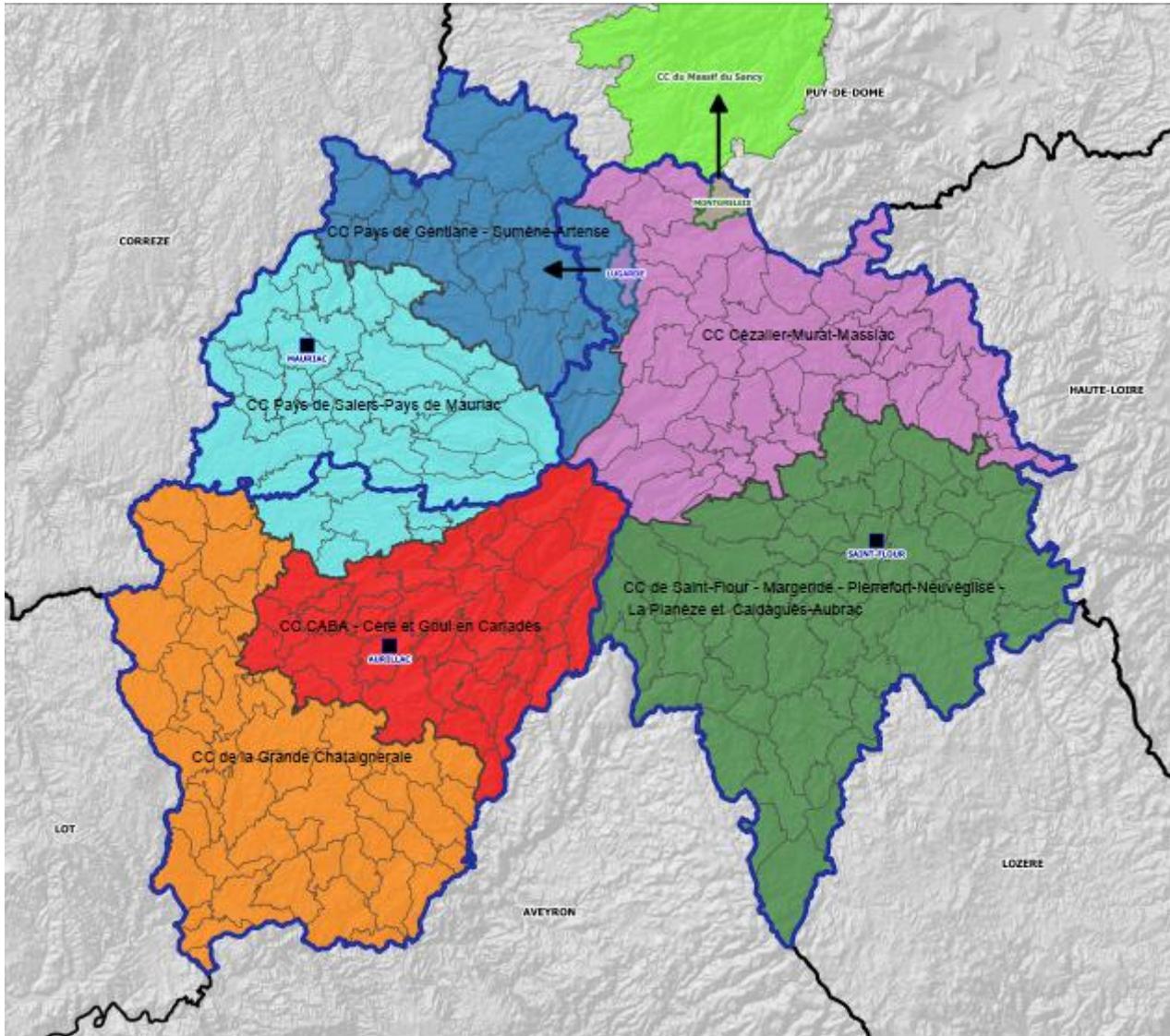
Les assesseurs

Yves MAGNE

Le préfet  
Richard VIGNON

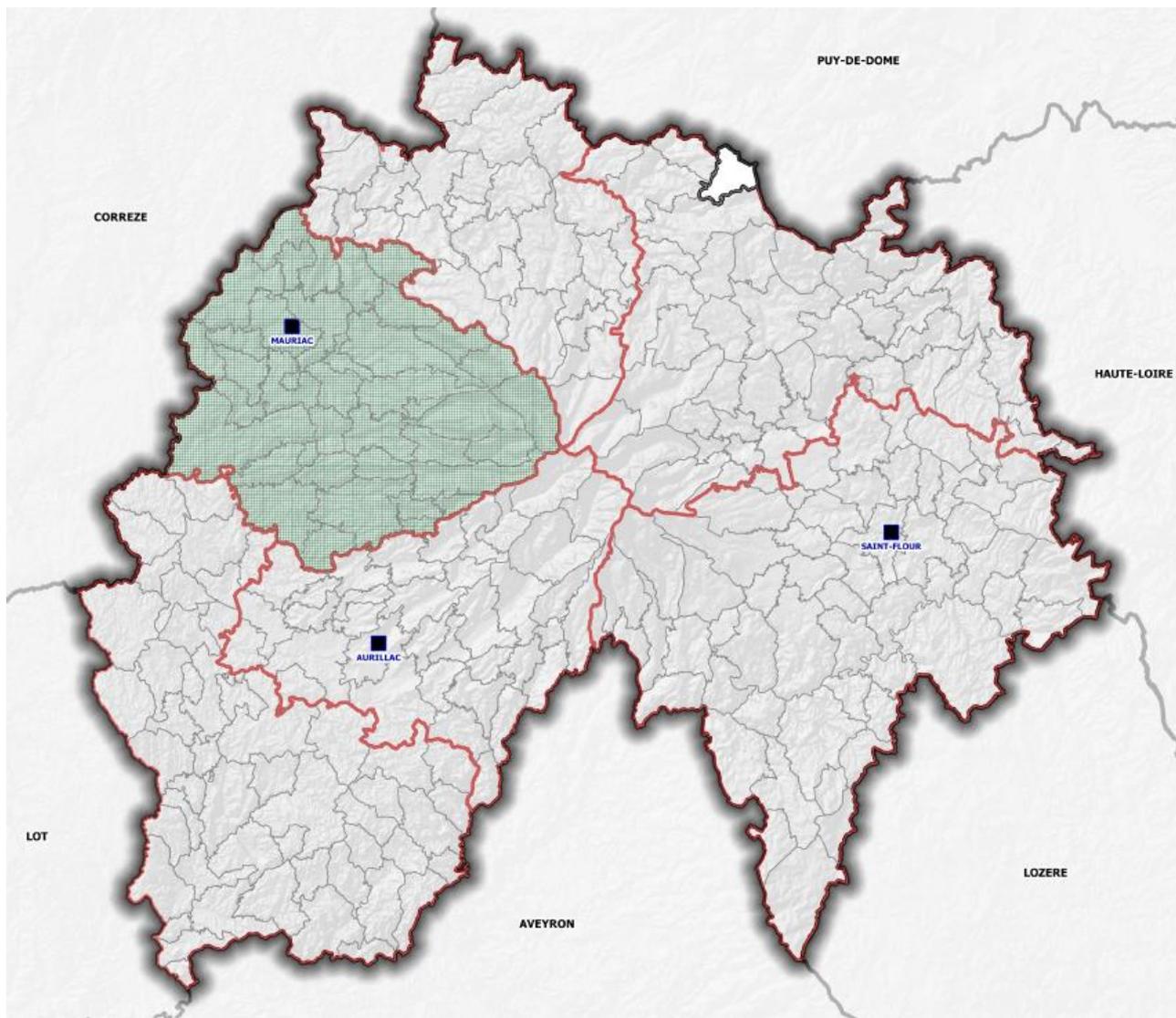
## Annexe n°13 :

le SDCI adopté le 07 mars 2016



## Annexe n°14

les syndicats impactés par le SDCI définitif



### Légende

#### Cantal\_habillage

□ N\_COMMUNE\_BDP\_015

■ ChefLieuArrondissement

#### Syndicats :

▨ SM dit 'SIETOM de Drugeac'

▭ EPCI prévus au projet de SDCI

#### Fonds cartographiques

Relief issu des MNT de l'IGN